



# Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

**74<sup>e</sup>** séance plénière

Mercredi 1<sup>er</sup> mai 2024, à 10 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Francis ..... (Trinité-et-Tobago)

*En l'absence du Président, M. Gafoor (Singapour),  
Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 10 h 5.

## Point 63 de l'ordre du jour (suite)

### Exercice du droit de veto

#### Rapport spécial du Conseil de sécurité (A/78/856)

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
L'Assemblée générale va maintenant, en application de la résolution 76/262 du 26 avril 2022, tenir un débat sur la situation au sujet de laquelle un membre permanent a opposé son veto à la 9609<sup>e</sup> séance du Conseil de sécurité, tenue le 18 avril 2024, au titre de la question intitulée « Admission de nouveaux Membres ». Dans le cadre du présent débat, l'Assemblée est saisie d'un rapport spécial du Conseil de sécurité, publié sous la cote A/78/856.

Je vais maintenant donner lecture des brèves observations suivantes au nom du Président de l'Assemblée générale.

### Déclaration du Président

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
« Malheureusement, une fois de plus, l'Assemblée générale se réunit dans le cadre de l'initiative relative au veto, au moment où les divisions au sein du Conseil de sécurité persistent et empêchent le Conseil de s'acquitter efficacement de ses responsabilités. Je me félicite de la soumission en temps

opportun du rapport spécial du Conseil de sécurité (A/78/856) sur le recours au veto fait au Conseil le 18 avril, renforçant la collaboration entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale dans le cadre de leurs mandats respectifs et de leur devoir commun de promouvoir la paix et la sécurité mondiales.

À cet égard, j'encourage l'Assemblée à utiliser le débat d'aujourd'hui comme une occasion de délibérer sur la manière dont les deux principaux organes de l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, peuvent collaborer pour parvenir à une solution globale, juste et durable à la question de Palestine.

Le Président de l'Assemblée générale poursuivra la pratique qui consiste à fournir un bref résumé du débat en plénière au Président du Conseil de sécurité. »

**M. Wood** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis ont œuvré avec vigueur et détermination pour appuyer la création d'un État palestinien dans le cadre d'un accord de paix global qui réglerait définitivement le conflit israélo-palestinien.

Depuis les attentats du 7 octobre 2023, le Président Biden a été clair sur le fait qu'une paix durable dans la région ne peut être obtenue que par la solution des deux États, conjuguée à la garantie de la sécurité d'Israël. Il n'y a pas d'autre moyen de garantir la sécurité et l'avenir d'Israël en tant qu'État juif démocratique. Il n'y a pas d'autre moyen de garantir que les Palestiniens vivent dans

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



la paix et la dignité dans un État qui leur appartienne. Et il n'y a pas d'autre voie qui mène à l'intégration régionale entre Israël et tous ses voisins arabes, notamment l'Arabie saoudite. Par ailleurs, nous disons clairement, depuis longtemps, que les actions prématurées menées ici à New York, même avec les meilleures intentions, ne permettront pas au peuple palestinien d'accéder au statut d'État.

En tant que membre du Conseil de sécurité, les États-Unis ont la responsabilité particulière de veiller à ce que nos actions servent la cause de la paix et de la sécurité internationales et soient conformes aux conditions énoncées dans la Charte des Nations Unies. Comme l'indique le rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres (S/2024/313), il n'y a pas eu d'unanimité entre les membres du Comité s'agissant de la question de savoir si le candidat réunit les conditions d'admission énoncées à l'Article 4 de la Charte des Nations Unies. Par exemple, la question de savoir si le candidat présente les caractères d'un État n'est toujours pas tranchée. Nous appelons depuis longtemps l'Autorité palestinienne à entreprendre les réformes nécessaires pour faire en sorte que les caractères permettant de préparer la création d'un État soient établis, et nous rappelons que le Hamas, une organisation terroriste, exerce actuellement son pouvoir et son influence à Gaza, qui fait partie intégrante de l'État envisagé dans le projet de résolution S/2024/312.

Pour ces raisons, les États-Unis ont voté contre le projet de résolution du Conseil de sécurité. Je le répète, les États-Unis continuent d'appuyer vigoureusement la solution des deux États. Notre vote n'est pas une opposition à l'accession de la Palestine au statut d'État, mais est plutôt une affirmation du fait que cette accession ne pourra provenir que de négociations directes entre les parties.

Avant les attentats terroristes du 7 octobre 2023 perpétrés par le Hamas, la politique des États-Unis était notamment axée sur la promotion de la normalisation entre Israël et ses voisins arabes et sur l'obtention d'avantages concrets en faveur d'un horizon politique pour le peuple palestinien, qui constituait un élément essentiel d'un plan de normalisation. Cette politique était fondée sur l'opinion des États-Unis selon laquelle la normalisation était la voie la plus viable pour réaliser des progrès sur le terrain dans ce qui était une situation inextricable entre les Israéliens et les Palestiniens.

Au lendemain du 7 octobre, les conversations sur une éventuelle normalisation et un éventuel horizon politique pour les Palestiniens qui conduiraient au statut d'État et à l'admission à l'Organisation des Nations Unies se sont poursuivies. Le Hamas et ses soutiens iraniens préféreraient

probablement que cet effort ne soit pas couronné de succès, mais nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout. En effet, nous pensons que cette approche peut faire concrètement progresser les objectifs des Palestiniens, de manière constructive et durable. Nous pensons également, à la lumière de l'attaque sans précédent et scandaleuse perpétrée par l'Iran contre Israël le 12 avril, que les voisins d'Israël auraient tout à gagner d'une normalisation.

Les États-Unis sont déterminés à intensifier leurs échanges avec les Palestiniens et le reste de la région, non seulement pour régler la crise actuelle à Gaza, mais aussi pour promouvoir un règlement politique qui ouvrira la voie à l'accession de la Palestine au statut d'État et à son admission à l'Organisation des Nations Unies. Les États-Unis continueront de s'opposer aux mesures unilatérales qui compromettent la perspective de la solution des deux États, notamment à toute action qui viole les principes que le Secrétaire d'État Blinken a réaffirmés dans le cadre de ses discussions avec les partenaires régionaux plus tôt cette semaine, à savoir que Gaza ne saurait servir de base au terrorisme, qu'il ne doit pas y avoir de nouvelle occupation israélienne de Gaza et que la taille du territoire de Gaza ne doit pas être réduite.

Comme nous l'avons déjà dit, nous pensons que la solution des deux États, associée à ces éléments, est le meilleur moyen de parvenir à une paix durable dans la région, ainsi qu'à la sécurité pour les Israéliens et les Palestiniens. Les États-Unis restent d'avis que la voie qui permettra au peuple palestinien d'accéder le plus rapidement au statut d'État et, à terme, à l'admission à l'Organisation des Nations Unies est celle de négociations directes entre Israël et l'Autorité palestinienne, avec l'appui des États-Unis et d'autres partenaires.

Je conclus en exprimant notre inquiétude quant au fait que l'Assemblée générale tienne deux séances sur le même recours au veto. La résolution 76/262 prévoyait expressément une seule séance de l'Assemblée générale sur l'exercice du droit de veto : soit une séance dans les 10 jours ouvrables suivant l'exercice du droit de veto, soit une session extraordinaire d'urgence sur cette même situation. Un groupe de pays a déjà formellement demandé au Président de l'Assemblée générale de convoquer une séance de la dixième session extraordinaire d'urgence sur le veto en question. Par conséquent, la séance sur l'initiative relative au droit de veto n'aurait pas dû avoir lieu aujourd'hui. Nous pensons que la convocation de cette séance aujourd'hui est incompatible avec la résolution 76/262 et constitue une utilisation inappropriée du temps et des ressources de l'Assemblée générale.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'Observateur de l'État observateur de Palestine.

**M. Mansour** (État de Palestine) (*parle en anglais*) : Je me tiens aujourd'hui devant l'Assemblée au moment où des massacres contre le peuple palestinien se poursuivent sans relâche. Les atrocités et la découverte de charniers à proximité des hôpitaux assiégés et attaqués par Israël constituent un nouveau chapitre sombre de cette tragédie sans fin.

Alors que nous sommes réunis ici aujourd'hui, Israël continue d'essayer de rayer le peuple palestinien de la carte et de l'effacer de l'histoire. Son occupation atteint des niveaux de dépravation toujours plus extrêmes. Par des bombardements aériens, terrestres et maritimes et des massacres, Israël a déplacé de force les deux tiers de la population palestinienne de Gaza jusqu'à Rafah, à la frontière égypto-palestinienne, et menace maintenant d'envahir Rafah à tout moment. Ce scénario macabre doit être évité à tout prix.

Un cessez-le-feu immédiat, demandé depuis longtemps par l'Assemblée et exigé par le Conseil de sécurité, est indispensable. On ne saurait attendre beaucoup plus longtemps. Il faut mettre un terme immédiatement aux massacres aveugles, aux blessures et aux mutilations, au siège, à la famine, aux punitions collectives, aux arrestations arbitraires massives et à la torture. La dévastation et le démantèlement méthodiques des conditions mêmes de vie à Gaza, à une échelle sans précédent dans l'histoire moderne, font partie intégrante des tentatives visant à effacer une nation par la destruction, le déplacement et la mort.

Il n'y a que deux voies possibles : l'une mène à une vie partagée et l'autre à une mort commune. Plus nous attendons, plus il sera difficile de s'engager sur la voie qui mène à une paix juste et durable et à une sécurité partagée. On ne peut pas prétendre soutenir la solution des deux États et rester les bras croisés alors qu'Israël tente ouvertement de détruire l'État palestinien, comme l'a ouvertement avoué le Premier Ministre israélien Netanyahu. Netanyahu agit chaque jour en fonction de son engagement de plusieurs décennies à faire obstacle à la paix, et il compte sur le fait que, au-delà des protestations, la communauté internationale se montrera incapable de prendre de véritables mesures pour lui demander des comptes et pour faire respecter le droit international et la solution des deux États.

L'admission de l'État de Palestine à l'Organisation des Nations Unies est un signal sans équivoque que l'autodétermination palestinienne et la création d'un État ne sont pas soumises aux caprices et à la volonté des extrémistes d'Israël. Notre admission à l'Organisation des

Nations Unies se fait attendre depuis longtemps. Nous la préparons depuis 75 ans. Comment ceux qui ont soutenu l'admission d'Israël il y a 75 ans, alors qu'il violait la Charte et les résolutions fondamentales des organes de l'ONU et en l'absence d'une solution juste au conflit, peuvent-ils expliquer que, 75 ans plus tard, l'admission de la Palestine devrait être conditionnée à la réalisation d'une telle solution ? L'absurdité de cette logique défie même le principe du deux poids, deux mesures.

Je vais être très clair. Nous n'accepterons jamais que le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, au statut d'État et à l'admission à l'Organisation des Nations Unies puisse être soumis à un veto israélien. Tels sont les droits naturels et légaux auxquels notre peuple a droit, et nous prendrons tôt ou tard la place qui nous revient au sein de la communauté des nations. Nous ne nous laisserons pas décourager dans notre quête de liberté.

Je tiens à remercier l'Algérie, en sa qualité de représentant des pays arabes au Conseil de sécurité, d'avoir déposé le projet de résolution S/2024/312, sur l'admission de l'État de Palestine à l'Organisation des Nations Unies. Je tiens également à remercier le Groupe des États arabes, l'Organisation de la coopération islamique et le Mouvement des pays non alignés de leur soutien de principe à notre demande d'admission, ainsi que les 12 membres du Conseil de sécurité qui ont appuyé cette demande, reflétant ainsi le large soutien mondial à l'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies, au droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance de notre État.

Nous allons maintenant soumettre la question à l'Assemblée générale le 10 mai, lors de la reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence, et nous sommes convaincus que cet organe, représentant la communauté internationale, soutiendra sans équivoque l'admission de l'État de Palestine à l'Organisation des Nations Unies et demandera au Conseil de sécurité de réexaminer favorablement notre demande d'admission.

Du haut de cette tribune, je voudrais appeler chaque État à utiliser les moyens dont il dispose pour mettre fin au carnage à Gaza et promouvoir la liberté et la paix. Il est temps d'agir et d'assumer nos responsabilités. Netanyahu a attaqué la Cour pénale internationale tout comme il avait attaqué auparavant la Cour internationale de Justice, le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, le Conseil des droits de l'homme, le Secrétaire général et pratiquement tous les États de la planète, les qualifiant de majorité immorale, entre autres insultes, simplement parce qu'ils défendent le droit international et dénoncent

les crimes et les actions illégales d'Israël. Protégeront-ils l'ordre international fondé sur le droit ou laisseront-ils Israël le bafouer ?

Il est maintenant temps de mettre fin à la complicité. La Cour internationale de Justice a rappelé aux États leurs obligations internationales concernant le transfert d'armes aux parties à un conflit armé afin d'éviter le risque que ces armes soient utilisées pour commettre des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des actes de génocide. Tous les États ont également l'obligation de prendre des mesures contre les politiques coloniales d'Israël en Palestine.

Le moment de reconnaître l'État de Palestine est arrivé. Nous sommes reconnaissants à la Barbade et à la Jamaïque pour leur décision, immédiatement après le vote du Conseil sur l'admission, de reconnaître l'État de Palestine, rejoignant ainsi les 140 États qui avaient déjà pris cette importante mesure. À ceux qui n'ont pas encore reconnu l'État de Palestine, nous disons qu'il n'y a plus de raisons d'attendre. Ceux qui veulent détruire l'État palestinien, et avec lui toute chance de paix, n'attendent pas. Les partisans de l'autodétermination et d'un règlement pacifique ne doivent pas s'en remettre à eux ni les laisser dicter notre échec collectif.

Ceux qui se demandent s'ils sont du bon côté de l'histoire n'ont qu'à se poser la question suivante : mes prises de position promeuvent-elles la liberté et la paix, ou favorisent-elles la poursuite de l'oppression et des conflits ? Ils devraient se poser cette question et agir maintenant pour mettre fin aux massacres et faire en sorte que la vie l'emporte, mettre un terme à l'occupation et au conflit, et garantir que la liberté et la paix l'emportent.

**M. Erdan** (Israël) (*parle en anglais*) : Hier, le peuple juif a célébré la fin de la Pâque juive. La Pâque est la fête au cours de laquelle nous célébrons notre premier pas vers la constitution d'une nation, l'exode de l'esclavage en Égypte et le début du voyage de nos ancêtres vers la terre d'Israël. Le peuple juif a entrepris son voyage vers la terre promise il y a 3 500 ans. À l'occasion de la Pâque, les Juifs du monde entier se réunissent pour le séder, notre repas traditionnel de fête, afin de raconter l'histoire de notre libération. Nous nous rappelons les souffrances que nous avons endurées et les épreuves que nous avons surmontées pendant des générations sur le chemin du salut. Nous nous souvenons de cette douleur en mangeant ce que nous appelons la matsa, le pain de l'affliction, et le maror, les herbes amères, et nous trempions notre nourriture dans de l'eau salée. Pourquoi faisons-nous cela ? Pour commémorer nos larmes.

Pourtant, cette année, nous n'avons pas eu besoin d'herbes amères et d'eau salée pour nous souvenir de la douleur, car, cette année, chaque famille juive avait un vide dans le cœur. Cette année, tous les Juifs se sont concentrés sur les atrocités du 7 octobre 2023 et sur les souffrances des otages israéliens détenus dans les tunnels terroristes du Hamas. Nous ne pouvions pas vraiment célébrer la libération de nos ancêtres tant que nos frères et sœurs attendaient toujours d'être libérés des monstres du Hamas.

Pourtant, alors que mon peuple a marqué cette Pâque avec douleur, l'Organisation des Nations Unies cherche à nouveau à récompenser les auteurs de ces horreurs. L'Organisation des Nations Unies se moque éperdument d'Israël – au diable notre sécurité, au diable notre avenir et au diable nos otages. L'Assemblée générale n'est alimentée que par des intérêts politiques, et non par la Charte des Nations Unies ou par la morale.

Rien n'illustre mieux les valeurs corrompues de l'Organisation des Nations Unies que la promotion de l'État palestinien. Rien ne peut mieux récompenser et motiver les terroristes qui ont commis le massacre du 7 octobre que la discussion d'aujourd'hui. À ce jour, l'Organisation des Nations Unies n'a même pas condamné le Hamas, ne serait-ce qu'une seule fois. À ce jour, l'Organisation des Nations Unies n'a pris aucune initiative en faveur des otages israéliens. Pourtant, au lieu de cela, cet organe s'est concentré sur la reconnaissance unilatérale d'un État palestinien terroriste, une entité alimentée par le génocide juif, par la terreur, par une incitation de type nazi.

En promouvant un État palestinien, l'Organisation des Nations Unies dit aux violeurs du Hamas, assassins d'enfants, que la terreur paie. L'Organisation des Nations Unies n'a rien fait pour les victimes, mais elle s'est mobilisée pour les assassins. Cela me donne envie de vomir – oui, de vomir. Les membres de l'Assemblée savent que l'Autorité palestinienne ne remplit pas les critères pour être reconnue comme un État. Aucun dirigeant palestinien, pas un seul, n'a condamné le Hamas ni le massacre qu'il a perpétré. Les membres de l'Assemblée préfèrent un autre État voyou, et au diable l'État juif. L'Autorité palestinienne verse des salaires – oui, des salaires – aux terroristes mêmes qui ont envahi Israël et assassiné 1 200 Israéliens innocents. C'est à eux que l'Organisation des Nations Unies veut accorder le statut d'État ?

Accorder aux Palestiniens le statut de Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies n'aura que deux conséquences destructrices. Premièrement, cette décision encouragera encore davantage la terreur,



comme je l'ai expliqué, et, deuxièmement, elle envoie un message clair aux Palestiniens, à savoir qu'ils ne devront jamais, au grand jamais, s'asseoir à la table des négociations, et encore moins faire le moindre compromis. Tous ceux qui comprennent quelque chose aux négociations peuvent comprendre ce que je viens de dire. Par le passé, les Palestiniens ont rejeté tous les plans de paix jamais élaborés et ils continuent d'appuyer le terrorisme et de boycotter toute négociation.

Ils savent maintenant que leur politique du rejet est payante. Il nous suffit d'observer cette discussion. Ces séances de l'Organisation des Nations Unies resteront dans les mémoires comme l'un des principaux obstacles au règlement du conflit. Les membres de l'Assemblée générale devraient se souvenir de mes paroles. Aujourd'hui, l'Organisation des Nations Unies est le principal obstacle à la paix ; ses Membres, ou la plupart d'entre eux, qui soutiennent l'établissement unilatéral et forcé d'un État palestinien terroriste, constituent un obstacle à la paix. L'Organisation des Nations Unies est un rêve devenu réalité pour tous les terroristes palestiniens qui cherchent à détruire Israël par la terreur diplomatique, car, sans le soutien des États Membres, les Palestiniens auraient dû comprendre que les négociations et les compromis mutuels sont la seule façon d'avancer. C'est ainsi que l'on fait la paix. Ceux qui soutiennent un État palestinien unilatéral imposé par la force devraient avoir honte d'eux-mêmes.

Pendant l'Holocauste, il y a eu les nazis, les collaborateurs et ceux qui ont fermé les yeux sur le génocide. Tous étaient coupables. Et aujourd'hui, il existe des Hitler modernes, tels que Yahya Sinwar et l'ayatollah Khamenei ; il y a des terroristes nazis, comme le Hamas, le Hezbollah et les Gardiens de la révolution en Iran ; et il y a les collaborateurs et ceux qui ferment les yeux, tout comme l'Organisation des Nations Unies et ses organismes aujourd'hui, notamment l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, ONU-Femmes et, malheureusement, tant de personnes ici à l'Assemblée générale. Cet organe pue l'antisémitisme. Il est partout. L'Organisation des Nations Unies ne se soucie pas du sang israélien, absolument pas. Elle collabore avec les nazis de notre époque, travaillant à la survie du Hamas et le récompensant même pour ses meurtres et ses viols. Je ne sais plus quoi dire.

Je le répète, les Palestiniens ont rejeté tous les plans de paix parce que, pour eux, l'existence d'un État juif est inacceptable. Ce n'est pas de terres qu'il s'agit. Si davantage d'éléments de preuve sont nécessaires, j'invite les membres de l'Assemblée à aller faire un tour à l'Université Columbia ou à l'Université de New York pour

écouter les cris meurtriers des foules propalestiniennes, voir leur violence et entendre leurs appels au génocide des Juifs et des Israéliens, du fleuve à la mer. Ces foules aux États-Unis et en Europe ont révélé la vérité. Elles ont levé le voile sur les mensonges de l'Autorité palestinienne.

Les antisémites n'ont pas réussi à nous anéantir pendant l'Holocauste. Ils ont échoué en 1948, en 1967 et en 1973, mais, aujourd'hui, ils essaient à nouveau, cette fois non seulement par la terreur et la guerre, comme nous l'avons vu le 7 octobre, mais aussi par l'instrumentalisation et l'exploitation des organes de l'Organisation des Nations Unies. C'est ainsi qu'ils souhaitent atteindre leur objectif. Et voici ce qu'ils crient : « De la rivière à la mer, la Palestine sera libre ». Pour ceux qui votent automatiquement contre Israël sans comprendre, je vais expliquer. Ils souhaitent une Palestine qui s'étende du fleuve Jourdain, la frontière orientale d'Israël, jusqu'à la mer Méditerranée, la frontière occidentale d'Israël. Une Palestine libre signifie l'absence d'Israël. C'est là le sens de leurs propos.

Et ils ont un autre chant : « Nous ne voulons pas deux États, nous voulons juste 1948 ». Je vais rappeler aux membres de l'Assemblée ce que cela signifie. Ils souhaitent revenir à la situation qui existait avant la guerre d'indépendance d'Israël en 1948, après avoir rejeté le plan de partage qui avait été accepté ici en 1947. Ils veulent rayer Israël de la carte. Les chants des émeutiers propalestiniens sur les campus sont des appels à la destruction d'Israël. Nous avons toujours su que le Hamas se cachait dans les écoles. Nous ne nous étions pas rendu compte qu'il ne s'agissait pas seulement des écoles de Gaza, mais aussi de Harvard, de Columbia et de nombreuses autres universités d'élite. C'est ce que nous entendons dans les institutions académiques du monde entier, et ils traduisent fidèlement l'objectif des Palestiniens. La seule solution pour eux est un État palestinien unique, *judenrein* – sans Juifs – du fleuve à la mer, obtenu par des attaques répétées semblables à celles du 7 octobre contre Israël et contre les Juifs. Et les membres de l'Assemblée ici présents collaborent avec eux et encouragent leur racisme et leur antisémitisme.

L'Allemagne était la capitale mondiale de la science et de la culture, et c'est pourtant là que le nazisme est né et s'est répandu. L'histoire se répète désormais. Les universités d'élite, considérées comme des bastions du libéralisme et de l'intellectualisme, sont désormais devenues le terreau du racisme et du sectarisme les plus odieux. Ceux qui perpétuent aujourd'hui la théorie raciale des nazis ont recours à la violence, brisent des vitres, attaquent des étudiants juifs et demandent leur expulsion des campus. Les images qui nous viennent de l'Université de Columbia rappellent la Nuit de cristal. Hier encore, plus

de 100 manifestants violents propalestiniens ont été arrêtés à l'Université de Columbia. Des mesures rapides et fermes doivent être prises contre les membres du corps enseignant qui soutiennent un tel chaos. Les présidents d'université et les professeurs d'aujourd'hui doivent être tenus responsables d'avoir permis de tels événements. Les élèves qui incitent au meurtre de leurs camarades ou qui recourent à la violence physique doivent être arrêtés et expulsés.

Mais ce lavage de cerveau ne s'est pas produit du jour au lendemain. C'est le résultat d'années d'incitation et de délégitimation à l'Organisation des Nations Unies. Et savons-nous qui a préparé le terrain pour cet antisémitisme flagrant ? L'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale et le vitriol anti-israélien répandu ici par l'Organisation sont à l'origine de ce que nous voyons aujourd'hui sur les campus universitaires. En condamnant à tort Israël et en désignant l'État juif comme la source de tous les maux, ils encouragent à la fois les antisémites et les terroristes. C'est à cause d'eux que ces fous pensent qu'il est acceptable d'attaquer des Juifs et tolérable d'appeler à la mort d'Israéliens. Les universités autorisent ce comportement nazi parce que, depuis des décennies, la position anti-israélienne de l'Organisation des Nations Unies est justifiée par ce même organe, l'Assemblée générale. Voilà les dégâts qu'elle a causés. Voilà les générations qu'elle a endoctrinées.

Pour la dernière fois, l'heure est venue pour l'Organisation des Nations Unies de montrer qu'elle se souvient de la raison pour laquelle elle a été créée à la suite de l'Holocauste, à savoir prévenir les atrocités perpétrées contre les Juifs. L'Organisation des Nations Unies doit se réveiller. J'appelle le Secrétaire général et les dirigeants du monde entier à cesser de se cacher derrière des paroles creuses. Il n'y a pas de liberté d'inciter au meurtre et à la violence, ni de liberté d'attaquer des étudiants juifs. Quiconque ne s'oppose pas à l'odieux antisémitisme est complice.

Mais comme le dit la Bible à propos du traitement des Israélites par les Égyptiens, « plus les Israélites étaient opprimés, plus ils se multipliaient et se répandaient » (*La Sainte Bible, Exode 1 :12*). Chacun devrait se souvenir de ces paroles de la Bible. L'Organisation des Nations Unies choisit de continuer à pointer du doigt le peuple juif, mais nous n'en serons que plus résistants et prospères.

Aujourd'hui marque la neuvième séance de l'Assemblée générale consacrée à Gaza depuis le massacre perpétré par le Hamas. Aucune de ces séances n'a été consacrée à la condamnation du Hamas ou à la libération des otages, pas une seule. Cette institution me dégoûte. Mais si un extraterrestre atterrissait sur Terre, il pourrait être certain que, en dehors de Gaza, le reste du monde est

une utopie. Une guerre fait actuellement rage au Soudan, dans laquelle des dizaines de milliers de personnes ont été tuées et des millions sont au bord de la famine. Combien de séances l'Assemblée générale a-t-elle organisées sur le Soudan ? Quelqu'un le sait-il ? Aucune. Qu'en est-il de la guerre au Myanmar ? Environ 50 000 personnes ont été tuées et la guerre fait rage depuis quatre ans. Combien de fois l'Assemblée générale s'est-elle réunie et combien de résolutions a-t-elle adoptées ? Qu'en est-il du Yémen, où les houthistes ont plongé le pays dans le désastre ? Des centaines de milliers de personnes sont mortes et des dizaines de millions souffrent littéralement de la faim, tandis que les houthistes tirent également des drones et des missiles sur des navires marchands en mer Rouge. Où est la voix de l'Assemblée concernant les houthistes et le Yémen ? Cela ne vaut-il pas une session extraordinaire d'urgence ? Continuons notre route vers le Pakistan. Le Pakistan est en train de déplacer de force 1,3 million d'Afghans pour les ramener sous le contrôle radical des Taliban. L'Assemblée s'est-elle réunie pour condamner cela ? Et qu'en est-il de l'Iran ? Le régime des ayatollahs exécute des milliers de femmes, de manifestants et de membres de la communauté LGBTQ, tandis que l'Iran se rapproche à grands pas de l'arme nucléaire et que, il y a quelques semaines à peine, le régime a lancé 350 drones et missiles en direction d'Israël. Cela ne suffit-il pas pour que l'Assemblée générale discute de ce régime meurtrier ?

Mais la critique de ces États voyous n'intéresse pas l'Assemblée. La seule chose qui l'intéresse, c'est salir l'image de l'État juif. Les membres de l'Assemblée ne voient-ils pas la plaisanterie qu'est devenue l'Organisation des Nations Unies, une plaisanterie malsaine qui ne se soucie pas de la vie des civils dans le monde, qui ne se soucie pas des guerres en cours, qui ne se soucie pas de la mort, de la destruction et de la souffrance ? La seule chose qui intéresse l'Organisation des Nations Unies est le dénigrement de l'État juif. Les membres de l'Assemblée ne se soucient pas vraiment des Palestiniens. Ils ne se soucient pas des Palestiniens au Liban qui vivent sous un véritable régime d'apartheid, ni des Palestiniens en Syrie déplacés ou assassinés par le régime d'Al-Assad. L'Organisation des Nations Unies est restée silencieuse pendant toutes les années où le Hamas a opprimé les Gazaouites et transformé Gaza en la machine de guerre qu'elle est désormais. Ils ne se soucient des Palestiniens que lorsqu'ils peuvent accuser Israël de leurs maux.

Aujourd'hui, l'Organisation des Nations Unies est un refuge pour les terroristes, les tyrans et les dictateurs, une laverie leur permettant de dissimuler leurs crimes tout en détournant l'attention de la démocratie dynamique d'Israël. Et la racine de tous les maux de l'Organisation des Nations

Unies se trouve dans cette même salle : il s'agit de l'Assemblée générale, avec sa composition politique. C'est au sein de cet organe que les auteurs de violations des droits humains ont la même voix que les démocraties respectueuses du droit. C'est dans cette salle, à travers une politique déformée, qu'est décidé le rôle de chaque organe dans le système des Nations Unies. L'Assemblée générale est le cœur battant de l'impuissance de l'Organisation des Nations Unies.

Le péché originel du multilatéralisme se trouve ici, à l'Assemblée générale. Sa seule politique et ses seuls intérêts se trouvent derrière ceux qui siègent au Conseil de sécurité. L'Assemblée a choisi de confier à l'Iran la présidence d'une instance portant sur les droits humains. Elle élit des juges du Liban et de la Somalie à la Cour internationale de Justice. Elle place des pays qui violent les droits humains, tels que Cuba, au sein du Conseil des droits de l'homme. Voilà ce qu'est l'Organisation des Nations Unies. Et cette institution continuera à jouer cette comédie comme si elle avait encore la moindre valeur. L'Organisation des Nations Unies dépense plus de 70 milliards de dollars par an. Et quels conflits a-t-elle réglés ? À quelles violations des droits humains a-t-elle mis fin ? Quasiment aucune situation. L'Organisation des Nations Unies ne fait qu'intensifier les guerres et les violations des droits humains.

Elle peut continuer à faire semblant, mais son horloge tourne, car bientôt le monde se réveillera et verra le désastre qu'est devenue l'Organisation. Les membres de l'Assemblée générale devraient se souvenir de mes paroles. À l'avenir, on étudiera dans les écoles la chute de l'Organisation des Nations Unies. Les élèves y découvriront la faillite morale et l'aveuglement de l'Organisation. On leur apprendra que ce sont son indifférence et son hypocrisie qui ont provoqué son effondrement. Mais c'est aussi cela qui incitera à la création d'une nouvelle institution mondiale, une force pour le bien, dotée d'une boussole morale solide et de valeurs démocratiques, un organisme qui refusera d'accorder un laissez-passer aux dictateurs et une bouée de sauvetage aux terroristes. Que l'on veuille bien noter ce que je dis. Les jours de l'Organisation des Nations Unies sont comptés.

À l'occasion de la Pâque juive, le peuple juif commémore son exode d'Égypte. L'Égypte était une superpuissance mondiale, mais nous avons remporté la victoire. Telle est l'histoire du peuple juif depuis ce jour-là. Voici ce que nous récitons tous à chaque Pâque :

« Et la promesse de Dieu a permis à nos pères de survivre, et nous le permet désormais. En effet, il n'y a pas eu qu'une seule personne qui s'est dressée pour essayer de nous détruire, mais, à

chaque génération, ils essaient de nous détruire, et Hashem nous sauve de leurs mains ».

Nombreux sont ceux qui ont tenté de nous détruire, des empires les plus puissants aux décrets les plus maléfiques, mais tous ont échoué. Nous sommes le peuple éternel et Israël est là pour durer.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre du logement, de l'aménagement du territoire et du développement urbain des Maldives.

**M. Ahmed** (Maldives) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir convoqué cette séance de l'Assemblée générale pour débattre du recours au droit de veto au Conseil de sécurité le 18 avril (voir S/PV.9609).

Nous sommes ici aujourd'hui parce qu'un vote du Conseil de sécurité a empêché la Palestine de devenir un État Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Il est honteux qu'un seul vote puisse faire fi de l'appel assourdissant en faveur de la justice pour la Palestine, un appel repris par plus de 140 États Membres de l'Assemblée générale, dont 12 membres du Conseil de sécurité, un appel repris par des millions de manifestants pacifiques dans les universités, les rues et les villes du monde entier.

Pourtant, un pays, un seul parmi les 193 Membres de l'Organisation des Nations Unies, a défié cet appel à la justice, ce cri pour la reconnaissance, cet appel à l'autodétermination. Avec ce seul vote, le Conseil de sécurité a, une fois de plus, échoué. Avec ce veto, le Conseil de sécurité n'a pas réussi à mettre un terme au génocide en cours perpétré par Israël.

En ce moment même, Israël mène des tueries de masse en Palestine. Ses actions brutales, barbares et horribles sont en train de s'inscrire dans l'histoire, et nous en sommes témoins en temps réel. Des corps palestiniens sont déterrés de charniers. Des familles palestiniennes sont sorties des décombres par les mains d'enfants. En aucun cas, nous ne pouvons feindre l'ignorance. Le Conseil de sécurité ne peut prétendre ignorer la situation actuelle sur le terrain en Palestine.

Les frappes répétées d'Israël sur Rafah, après avoir brutalement poussé plus d'un million de civils palestiniens à se réfugier dans la ville, sont caractéristiques d'un génocide. L'inaction du Conseil normalise l'insoutenable escalade de la violence et de la terreur par Israël. Il n'est pas nécessaire de rappeler au Conseil qu'il n'a pas agi pour prévenir le génocide au Rwanda en 1994 et le génocide à Srebrenica en Bosnie-Herzégovine en 1995.

Il est donc temps que l'Assemblée dise non au veto, car celui-ci a été utilisé pour encourager Israël à poursuivre ses pratiques d'apartheid, d'occupation illégale et de colonisation illégale. Le droit de veto est bel et bien devenu un outil de génocide. La seule manière de parvenir à une solution durable au Moyen-Orient est qu'Israël reconnaisse et respecte la souveraineté de la Palestine. Israël doit se retirer des territoires palestiniens occupés et permettre le retour des réfugiés palestiniens expulsés de leurs foyers depuis 1948. L'un des principaux obstacles à la réalisation de cet objectif est le droit de veto. Nous devons par conséquent l'abolir complètement.

**M<sup>me</sup> Taylor Jay** (Colombie) (*parle en espagnol*) : L'Assemblée générale se réunit à cette occasion pour discuter du droit de veto qui a été exercé au cours de la séance du Conseil de sécurité du 18 avril (voir S/PV.9609) au titre de la question intitulée « Admission de nouveaux Membres », concernant la demande de la Palestine d'être admise en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

La Colombie a insisté avec fermeté et détermination sur la nécessité d'admettre la Palestine comme État Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Cette demande est soutenue par la majorité des États Membres de l'Organisation, notamment les 12 membres du Conseil de sécurité qui ont voté pour le projet de résolution S/2024/312. Il est regrettable de constater que, une fois de plus, l'aspiration légitime du peuple palestinien et la volonté majoritaire de la communauté internationale ne se sont pas concrétisées.

Mon pays a également plaidé à maintes reprises en faveur d'une solution pacifique, définitive et globale à la question de Palestine, fondée sur la solution des deux États vivant côte à côte à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues, conformément aux résolutions précédentes de l'Assemblée et du Conseil de sécurité sur la question, et dans le respect des droits humains et du droit international humanitaire. Dans cet ordre d'idée, la communauté internationale, dont la majorité a exigé la réalisation de la solution des deux États, a la responsabilité collective d'insister pour que ce résultat se concrétise. En écho à la déclaration de l'Observateur permanent de l'État observateur de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, l'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'ONU constitue un investissement sur la voie de la paix.

Pour la Colombie, la convocation de cette séance plénière démontre une fois de plus que le droit de veto est une prérogative impériale, antidémocratique et injuste

qui restreint la légitimité et limite l'efficacité du Conseil de sécurité lorsqu'il s'agit de s'acquitter de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales. La position de la Colombie sur le droit de veto est claire et cohérente depuis la Conférence de San Francisco de 1945, où nous avons voté contre l'octroi de ce droit, le considérant comme un instrument contraire au principe de l'égalité souveraine au cœur de la Charte des Nations Unies, et où nous avons anticipé les effets négatifs qu'une telle prérogative aurait à l'avenir. Pour mon pays, l'abolition du droit de veto est un objectif nécessaire vers lequel nous devons œuvrer.

En attendant, nous insistons sur la nécessité de renforcer et d'étendre les mécanismes qui limitent l'exercice du droit de veto et renforcent l'obligation de rendre compte lorsqu'il est invoqué, en particulier dans les cas de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, des atrocités contre lesquelles nous avons la responsabilité collective d'agir. Nous faisons référence spécifiquement à l'initiative franco-mexicaine, au code de conduite du groupe du Responsabilité, cohérence et transparence, à la résolution 377 (V) intitulée « L'union pour le maintien de la paix », à l'Initiative relative au droit de veto et au paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte des Nations Unies. Le cas de l'État de Palestine nous invite cependant à conclure que ces mécanismes de limitation du recours au droit de veto doivent également être renforcés et approfondis en ce qui concerne l'admission de nouveaux États Membres à l'Organisation. La volonté de la majorité ne peut plus être bloquée par un veto.

**M. Abushahab** (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom du Groupe des États arabes.

Le Groupe des États arabes exprime son profond regret et sa déception face à l'exercice par les États-Unis de leur droit de veto contre le projet de résolution historique S/2024/312, déposé en avril au Conseil de sécurité par l'Algérie au nom du Groupe des États arabes (voir S/PV.9609). Le projet de résolution recommande d'accorder à l'État de Palestine le statut de Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

La demande par la Palestine de son admission en tant que Membre à part entière est un droit incontestable. L'État de Palestine a démontré son engagement envers la Charte des Nations Unies et sa capacité à assumer les responsabilités qui en découlent. La Palestine a prouvé de manière indubitable qu'elle satisfait aux critères d'admission. Israël a été admis à l'Organisation des Nations Unies il y a 75 ans. Pendant ce temps, le peuple palestinien est



toujours privé de son droit à l'autodétermination et l'État de Palestine se voit toujours refuser son droit légitime à l'admission en tant que Membre à part entière. Ce type de deux poids, deux mesures sape la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies et contredit ses principes fondateurs de justice et d'égalité.

La demande de la Palestine traduit la volonté collective de la communauté internationale. L'écrasante majorité du Conseil de sécurité a voté pour le projet de résolution recommandant d'accorder à la Palestine le statut de Membre à part entière. En outre, à ce jour, 140 pays ont reconnu l'État de Palestine, soit plus des deux tiers des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, et d'autres pays ont annoncé leur intention de faire de même. Les pays qui soutiendront cette démarche seront inscrits dans les livres d'histoire pour avoir défendu ce qui est juste et équitable.

Tandis que le désastre subi par le peuple palestinien continue de s'aggraver en raison de l'agression permanente d'Israël contre lui, nous devons envoyer un message fort et clair : la seule voie à suivre est de mettre fin à l'occupation, de garantir l'indépendance de la Palestine et de régler le conflit conformément aux résolutions de la légitimité internationale. On ne saurait sous-estimer l'importance d'accorder à la Palestine le droit d'être Membre à part entière de l'Organisation. Accorder ce droit à la Palestine augmentera les chances de parvenir à une paix juste et durable fondée sur la solution des deux États. Cette décision soulignera d'autre part l'engagement de l'Organisation des Nations Unies envers le peuple palestinien et de son droit inaliénable à l'autodétermination, y compris son droit à un État souverain indépendant à l'intérieur des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Par conséquent, nous appelons tous les pays épris de paix qui ont foi en l'égalité souveraine à soutenir l'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière et à la reconnaître en tant qu'État. Cela enverrait un message fort à ceux qui tentent d'éliminer les droits des Palestiniens, de légitimer l'occupation et de renoncer à la solution des deux États. Nous serons les défenseurs de la liberté, de la justice et de la paix.

Avec la question de Palestine, la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies et sa capacité à faire respecter le droit international sont mises à l'épreuve comme jamais auparavant. C'est notamment le cas lorsque nous parlons de la position de la communauté internationale face à l'agression brutale menée par Israël dans la bande de Gaza, qui a tué plus de 34 000 Palestiniens jusqu'à présent, pour la plupart des femmes et des enfants, en a blessé des dizaines de milliers et en a déplacé des

millions. Depuis plus de 200 jours, la population de Gaza endure des bombardements indescriptibles, des massacres, un siège, des destructions et une famine systématique. Leur situation est intenable, car ils manquent des produits et services les plus élémentaires à la suite de l'effondrement de leur infrastructure.

Pour couronner le tout, Israël persiste dans son mépris flagrant du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité en menaçant d'envahir Rafah, qui est devenue une zone densément peuplée en raison des déplacements forcés. Cette situation exige que la communauté internationale prenne une position ferme pour empêcher Israël de tenter une telle opération, dont les ramifications pourraient être désastreuses et incontrôlables.

Le Groupe des États arabes salue les efforts déployés par l'État du Qatar et la République arabe d'Égypte pour obtenir une trêve humanitaire afin de remédier à la situation tragique dans la bande de Gaza, de libérer les prisonniers et les personnes détenues des deux côtés, d'autoriser l'entrée d'un plus grand nombre de convois humanitaires et de l'aide humanitaire et, à terme, de parvenir à une cessation complète de la guerre dans la bande de Gaza et de remédier aux souffrances du peuple palestinien.

Le Conseil de sécurité doit quant à lui garantir un cessez-le-feu immédiat et permanent. Il doit contraindre Israël, Puissance occupante, à s'acquitter de ses obligations en vertu du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité, dont les plus récentes sont les résolutions 2712 (2023), 2720 (2023) et 2728 (2024). Les opérations militaires israéliennes en cours et l'agression contre la bande de Gaza doivent prendre fin immédiatement et complètement.

Le principe de protection des civils et des travailleurs humanitaires doit également être respecté, et la prise pour cible des établissements de santé, des établissements d'enseignement et d'autres biens civils doit cesser. Nous soulignons également la nécessité d'un accès sûr et sans entrave de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza, qui réponde aux énormes besoins sur le terrain, à grande échelle et en utilisant tous les points de passage disponibles. À cet égard, le Groupe des États arabes exprime son soutien aux efforts de l'Organisation des Nations Unies, notamment ceux de Sigrid Kaag, la Coordinatrice de haut niveau de l'action humanitaire et de la reconstruction pour Gaza.

Nous souhaitons également souligner le rôle indispensable et unique au monde de l'Office de secours et de travaux de l'Organisation des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Grâce à sa vaste infrastructure, sa longue expérience et ses relations étroites avec la communauté palestinienne, l'UNRWA est le seul organisme capable de fournir des services vitaux aux réfugiés palestiniens.

Nous saluons également le rapport final du groupe d'examen indépendant sur l'UNRWA, dirigé par Catherine Colonna, qui a confirmé que l'Office dispose des règles, des mécanismes et des procédures nécessaires pour respecter son engagement envers le principe de neutralité. D'après les conclusions du rapport, l'UNRWA est l'un des organismes de l'ONU les plus avancés à cet égard. Nous saluons également les recommandations importantes formulées dans le rapport visant à renforcer la neutralité et les politiques humanitaires de l'Office.

Le Groupe des États arabes appelle la communauté internationale, et notamment les pays qui ont suspendu leurs contributions, à apporter leur soutien à l'UNRWA. Nous soulignons également la nécessité de respecter le mandat accordé par l'Assemblée générale à cet organisme afin de lui permettre d'accomplir ses tâches sans entrave. Dans l'intervalle, nous soulignons l'importance de traiter la situation humanitaire de manière durable, notamment en mettant fin à toutes les pratiques répressives et illégales dans le Territoire palestinien occupé et à l'occupation israélienne de toutes les terres arabes.

Enfin, la guerre à Gaza a révélé la nécessité d'une réforme réelle et globale du Conseil de sécurité afin d'améliorer sa capacité à s'acquitter de sa responsabilité de maintenir la paix et la sécurité internationales et de résoudre les différends qui portent atteinte à la sécurité et à la stabilité de la région et du monde.

**M. Kwoba** (Ouganda) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des 121 États membres du Mouvement des pays non alignés.

Le Comité ministériel sur la Palestine du Mouvement des pays non alignés s'est réuni en marge de la dix-neuvième Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue le 17 janvier à Kampala, en Ouganda, et a réaffirmé les positions communes, adoptées de longue date et fondées sur les principes, du Mouvement sur la question de Palestine, qui perdure depuis plus de 60 ans.

Le Mouvement réaffirme que le respect de la Charte des Nations Unies, du droit international et des résolutions des organes de l'ONU constitue le fondement d'une solution juste à la question palestinienne et la pierre angulaire de la paix et de la sécurité régionales et mondiales. C'est pourquoi nous appelons la communauté

internationale à ne ménager aucun effort pour promouvoir la concrétisation d'une solution juste conforme aux paramètres internationalement approuvés et énoncés dans les résolutions pertinentes de l'ONU.

À cet égard, les États membres du Mouvement réaffirment une fois de plus que cette injustice historique, qui persiste depuis des décennies et se traduit par l'occupation israélienne illicite du territoire palestinien et d'autres territoires arabes, continue de faire peser une grave menace sur la paix et la sécurité régionales et internationales. Alors que le peuple palestinien continue d'être privé de ses droits inaliénables, notamment le droit à l'autodétermination et à l'indépendance, la paralysie internationale prolongée sur cette question est inexcusable. Le consensus international sur une solution juste est ferme et clair, et nous disposons d'une multitude d'outils politiques et diplomatiques multilatéraux pour promouvoir un règlement juste et pacifique, que nous devons utiliser de manière responsable. Le Mouvement est prêt à le faire, et nous exhortons le Conseil de sécurité à agir immédiatement pour assumer ses responsabilités à cet égard.

Les Articles 12 et 24 de la Charte confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité doit respecter les dispositions de la Charte en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales et s'employer à mettre en œuvre ses propres résolutions. La question de Palestine ne saurait faire exception au droit international ni à l'autorité du Conseil. Les membres du Mouvement appellent le Conseil de sécurité à surmonter sa paralysie en ce qui concerne la question de Palestine, et aucun membre permanent du Conseil de sécurité ne devrait jamais plus opposer son veto à un projet de résolution demandant l'admission de l'État de Palestine à l'Organisation des Nations Unies.

Le Mouvement des pays non alignés condamne avec la plus grande fermeté les actes d'agression et de châtiment collectif perpétrés par Israël, Puissance occupante, contre le peuple palestinien à Gaza, en violation grave du droit international, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Le Mouvement des pays non alignés abhorre le fait que des dizaines de milliers de civils palestiniens, dont de nombreux enfants et femmes, ont été tués et blessés dans le contexte de l'agression militaire israélienne qui a débuté en octobre 2023 contre la bande de Gaza assiégée, ainsi que dans le cadre des attaques menées par les forces d'occupation, les colons extrémistes et les milices de colons en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Il abhorre également la destruction massive d'habitations, d'hôpitaux, d'écoles, d'universités, de mosquées, d'églises, d'abris de

l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et d'autres infrastructures civiles, y compris les réseaux d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'électricité, dans la bande de Gaza ; la saisie et la démolition d'habitations et de biens, ainsi que les menaces d'expulsion de centaines de familles palestiniennes de leurs habitations à Jérusalem-Est occupée et dans d'autres parties de la Cisjordanie ; les incursions violentes sur le site de la mosquée Al-Aqsa/du Haram el-Charif, à Jérusalem-Est occupée, et les attaques contre des fidèles musulmans et chrétiens palestiniens dans la ville ; et les raids militaires quotidiens, de même que la détention arbitraire et l'incarcération de milliers de Palestiniens, dont des enfants, des femmes et des journalistes. Le Mouvement des pays non alignés exige la cessation immédiate et complète de toutes ces politiques et pratiques israéliennes illégales menées contre le peuple palestinien et d'autres nations de la région.

Le Mouvement appelle instamment à un cessez-le-feu immédiat et durable et se félicite de la résolution 2728 (2024) du Conseil de sécurité, récemment adoptée, qui exige un cessez-le-feu immédiat pendant le mois du ramadan qui soit respecté par toutes les parties et mène à un cessez-le-feu durable. Il appelle à la mise en œuvre intégrale des résolutions 2712 (2023) et 2720 (2023) du Conseil de sécurité et demande à tous les États de coopérer avec le mécanisme de l'Organisation des Nations Unies établi en application de la résolution 2720 (2023) en vue d'accélérer l'acheminement des secours humanitaires dans la bande de Gaza. Il exige également la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et la garantie d'un accès humanitaire pour répondre à leurs besoins médicaux et autres besoins humanitaires. Nous appelons une nouvelle fois à un cessez-le-feu immédiat et permanent. Les membres du Mouvement des pays non alignés expriment leur vive inquiétude quant au traitement infligé par Israël aux prisonniers palestiniens, en particulier les enfants prisonniers et détenus, notamment la torture, la mise à l'isolement, la détention administrative prolongée, l'accès insuffisant à des soins médicaux adéquats, à l'éducation et aux visites de la famille, ainsi que les procès militaires. À cet égard, le Mouvement demande que la communauté internationale bénéficie d'un accès adéquat aux prisonniers et détenus palestiniens, dont les enfants.

Le Mouvement des pays non alignés appelle à intensifier les efforts internationaux aux niveaux gouvernemental, intergouvernemental et non gouvernemental pour garantir la mise en œuvre de toutes les résolutions précédentes des organes de l'ONU sur la question et veiller au respect de toutes les obligations découlant du droit

international, y compris le droit humanitaire et le droit des droits de l'homme, tout en soulignant qu'une solution pacifique à la question de Palestine est essentielle pour instaurer une paix et une stabilité à plus grande échelle au Moyen-Orient.

Le Mouvement rappelle que la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité offre une voie viable vers la paix, en énonçant les conditions et les paramètres essentiels pour parvenir à un résultat juste, sur la base de la solution des deux États fondée sur les frontières d'avant 1967 et en garantissant l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, notamment ses droits à l'autodétermination et à un État de Palestine indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale, ainsi qu'une solution juste à la situation tragique des réfugiés palestiniens, conformément à la résolution 194 (III).

Le Mouvement renouvelle par conséquent son appel au plein respect de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité et à la mise en œuvre effective, en particulier par la Puissance occupante, de ses dispositions et des obligations qui y sont énoncées, notamment en ce qui concerne les obligations qui incombent aux États de respecter le principe de distinction, question d'une importance centrale pour l'application du principe de responsabilité. Le Mouvement souligne en outre qu'il importe d'intensifier les efforts diplomatiques déployés aux niveaux international et régional, y compris par le Conseil, en vue de mettre fin à l'occupation israélienne et de parvenir à une solution globale, juste et durable.

Le Mouvement des pays non alignés appelle fermement au plein respect et à l'application des dispositions de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité et de toutes les autres résolutions pertinentes concernant l'arrêt complet de toutes les activités de peuplement israéliennes et le statut de Jérusalem-Est occupée. À cet égard, le Mouvement exprime sa vive inquiétude face à la détérioration de la situation sur le terrain, marquée par une intensification des activités de peuplement israéliennes, en violation grave du droit international, et par la montée de la violence, de la provocation et de l'incitation, en particulier la violence et la terreur auxquelles se livrent les colons, qui ont entraîné la mort tragique de civils, notamment d'enfants, la détention de milliers de civils palestiniens et d'innombrables autres atteintes aux droits humains et violations du droit international.

Il convient de prendre des mesures de toute urgence afin d'enrayer cette situation explosive. Il faut notamment qu'Israël, Puissance occupante, cesse toutes ses mesures unilatérales et illégales dans le Territoire palestinien

occupé, y compris Jérusalem-Est. Toute opération menée en contravention avec les résolutions du Conseil de sécurité, en particulier les violations du statu quo historique et juridique de Jérusalem et de ses lieux saints, constitue une provocation et risque de réduire à néant les perspectives de paix. Nous appelons de nouveau au plein respect du statu quo historique et juridique et de la tutelle hachémite historique des lieux saints chrétiens et musulmans de la ville, ainsi qu'à la protection de leur caractère sacré, et au respect de toutes les dispositions applicables du droit international et des résolutions du Conseil. Le Mouvement salue les efforts déployés par S. M. le Roi Mohammed VI, en sa qualité de Président du Comité d'Al-Quds de l'Organisation de la coopération islamique.

Le Mouvement des pays non alignés demande aussi l'admission de l'État de Palestine en tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, avec tous les droits et privilèges connexes. Le Conseil de sécurité doit agir à cet égard. Nous appelons tous les pays qui n'ont pas encore reconnu l'État de Palestine à le faire instamment, de façon à témoigner de leur sincère attachement à la paix et au respect du droit international et de la légalité, conformément aux résolutions précédentes des organes de l'ONU sur la question.

Les États membres du Mouvement renouvellent leur appel à continuer de fournir l'aide humanitaire et socioéconomique dont a besoin le peuple palestinien, y compris les réfugiés palestiniens. Le Mouvement réaffirme l'importance de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ainsi que d'autres organismes des Nations Unies et organisations internationales, pour atténuer les souffrances des Palestiniens, et exhorte la communauté internationale à doter l'Office d'un financement suffisant et prévisible. L'Assemblée générale doit se soucier du maintien de la continuité de l'UNRWA et de sa contribution notable à la stabilité de la région, conformément au mandat qu'elle lui a confié.

À cet égard, le Mouvement réaffirme sa vive inquiétude face à la non-application du principe de responsabilité pour toutes les violations commises par Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, dont beaucoup pourraient être constitutives de crimes de guerre. Israël doit respecter le droit international et être amené à rendre des comptes pour son mépris flagrant du Conseil de sécurité, de la Cour internationale de Justice et de ses obligations juridiques internationales. L'absence de justice ne fait que favoriser l'impunité et la récidive et déstabiliser la situation sur le terrain, éloignant ainsi les perspectives de paix. Les États membres du Mouvement continuent donc de demander que des mesures soient

prises au niveau international pour garantir la cessation des violations systématiques que commet Israël contre la population palestinienne et contre d'autres nations de la région, et pour l'amener à en répondre.

Le Mouvement des pays non alignés condamne avec énergie l'attaque israélienne perpétrée le 1<sup>er</sup> avril contre les locaux et représentants diplomatiques iraniens à Damas, qui a fait plus d'une douzaine de victimes. Dans ce sens, tout en réaffirmant que la sécurité et la sûreté des membres et locaux des missions diplomatiques et consulaires doivent être assurées par tous les États, le Mouvement souligne que les attaques contre les locaux et représentants diplomatiques constituent une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies.

Enfin, le Mouvement saisit cette occasion pour demander de nouveau à la communauté internationale d'agir collectivement pour faire respecter le droit international afin de mettre un terme à cette grave injustice historique. Les États membres du Mouvement des pays non alignés réaffirment leur détermination à promouvoir un règlement juste, durable, global et pacifique de la question de la Palestine sous tous ses aspects, y compris concernant le sort des réfugiés palestiniens, et redisent leur appui au peuple palestinien dans sa lutte pour obtenir justice, exercer ses droits inaliénables et réaliser ses aspirations nationales légitimes, notamment à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance à l'intérieur d'un État de Palestine souverain et indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale. Nous sommes prêts à coopérer avec le Conseil de sécurité et à l'aider à s'acquitter de ses responsabilités à cet égard.

**M. Sahraoui (Algérie) (*parle en arabe*) :** Les Palestiniens ont toujours habité la terre de Palestine. Ils y vivent depuis des milliers d'années. C'est là un fait établi. Discuter des droits des Palestiniens sur leur propre terre équivaut à discuter de l'impossible, car les Palestiniens ont le droit historique, naturel et légal d'établir leur propre État.

Le soutien de l'Algérie aux Palestiniens est également inhérent et dicté par son devoir fraternel, son histoire et sa lutte acharnée contre le colonialisme. De ce point de vue, il est logique que l'Algérie, depuis laquelle feu Yasser Arafat a annoncé l'indépendance de la Palestine le 15 novembre 1988, appelle à l'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies et s'efforce de réaliser cet objectif en tant que membre du Conseil de sécurité. L'Algérie est fermement convaincue que le statut normal de la Palestine est de bénéficier du statut



de Membre à part entière de l'Organisation, comme tout autre État Membre. Comme l'a souligné à cette tribune en septembre le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune (voir A/78/PV.5), il est grand temps que la Palestine devienne un Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Nous ne ménagerons aucun effort jusqu'à ce que cet objectif, partagé par la majorité de la communauté internationale, soit atteint.

Il est inconcevable que le destin des Palestiniens soit réduit aux intérêts de quelques-uns. Ce destin ne peut pas être soumis aux caprices d'une occupation qui prendra inévitablement fin un jour. Il est inconcevable que le destin des Palestiniens dépende du sort de négociations qui n'ont aucune chance de reprendre ou de réussir. L'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies est l'expression du droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination. La Palestine répond à tous les critères d'admission identifiés par les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, qui les ont soigneusement énoncés à l'Article 4 de la Charte des Nations Unies. Ce fait n'est pas négociable. La Palestine est un pays pacifique, engagé à respecter toutes ses obligations au titre des dispositions de la Charte. Elle est capable de s'acquitter de ces obligations et disposée à le faire.

Il ne s'agit pas là de vaines paroles. C'est un fait qui a été reconnu par plus des deux tiers des membres de l'Assemblée générale, qui ont reconnu la Palestine en tant qu'État. Les membres du Conseil de sécurité doivent entendre la voix de la communauté internationale et recommander l'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies. Conformément à l'Article 24 de la Charte, le Conseil de sécurité œuvre au nom des Membres de l'Organisation des Nations Unies. Il n'est donc pas normal que les personnes autorisées à agir au nom de l'ensemble des États Membres prennent des mesures qui vont à l'encontre de leur volonté.

Nous soulignons que l'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies est une étape vers une paix juste et durable au Moyen-Orient. L'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies est également un moyen de sauvegarder l'État palestinien, comme le prévoient toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et comme le reconnaît la communauté internationale. Ce pays est aujourd'hui plus que jamais menacé de liquidation, car la Puissance occupante bafoue les résolutions de la légitimité internationale et les droits du peuple palestinien. La colonisation et l'annexion des territoires palestiniens en Cisjordanie ont atteint des niveaux sans précédent. La population d'Al-Quds

Al-Sharif a été déplacée et ses lieux saints ont été profanés et judaïsés. La situation à Gaza est inimaginable et indescriptible. Les destructions et les violations pourraient encore s'aggraver sous la menace d'une invasion terrestre de Rafah par les forces d'occupation. Une telle invasion aurait de graves répercussions sur la paix et la sécurité internationales.

La communauté internationale doit adopter une position ferme pour mettre fin à l'occupation et répondre aux demandes des Palestiniens, les propriétaires légitimes de cette terre. C'est la seule solution durable à la crise au Moyen-Orient. Nous ne pouvons pas nous contenter de simplement gérer le conflit, car il pourrait bien éclater à nouveau, avec toutes les tueries et les souffrances qui s'ensuivraient.

La crédibilité de l'Organisation des Nations Unies et l'ordre international sont en jeu, surtout à la lumière des graves violations perpétrées quotidiennement dans les territoires palestiniens occupés, ainsi que de la pratique du deux poids, deux mesures et de l'impunité persistante de l'occupation. La décision que nous prenons aujourd'hui d'admettre la Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies répond à un besoin urgent de protéger l'ordre international, qui, sinon, perdrait toute crédibilité.

L'Algérie souligne la nécessité d'autonomiser le peuple palestinien et de lui accorder ses droits inaliénables, à commencer par son droit à l'autodétermination et à la création d'un État indépendant, avec Al-Quds Al-Sharif pour capitale. L'admission à l'Organisation des Nations Unies refléterait la consécration éternelle de ce droit et mettrait un terme à toute tentative d'y mettre fin. L'Algérie estime que la création de l'État palestinien est essentielle pour assurer la stabilité de la région arabe, qui n'en connaîtra aucune tant que l'occupation israélienne continuera d'opprimer les Palestiniens.

Aujourd'hui, à seulement deux semaines du soixante-septième anniversaire de la Nakba du peuple palestinien, nous soulignons qu'il est grand temps de mettre fin à l'injustice historique dont sont victimes les Palestiniens dans les territoires occupés et dans la diaspora. Il est grand temps que l'État de Palestine devienne un Membre souverain de l'Organisation des Nations Unies.

**M. Malovrh** (Slovénie) (*parle en anglais*) : Alors que nous débattons à l'Assemblée d'un nouvel épisode de division au sein du Conseil de sécurité, la Slovénie est fermement convaincue que c'est la population qui doit être le point central de nos délibérations.

La situation humanitaire à Gaza a atteint un niveau catastrophique et ne cesse de se détériorer. Les obstacles à l'aide humanitaire persistent, de même que les violations du droit international, en particulier du droit humanitaire et des droits humains. Les conditions de vie déjà déplorables seront aggravées par la hausse des températures. La Slovénie renouvelle son appel au plein respect du droit international et à la pleine mise en œuvre des résolutions 2712 (2023), 2720 (2023) et 2728 (2024) du Conseil de sécurité, ainsi que des ordonnances en indication de mesures conservatoires de la Cour internationale de Justice. Nous demandons Israël de ne pas mener d'opération à Rafah.

Afin de maintenir l'accent sur la population, nous avons deux objectifs principaux : remédier à la situation désastreuse à Gaza et relancer le processus politique, qui doit mener à la solution des deux États. La Slovénie a voté pour la recommandation du Conseil de sécurité (projet de résolution S/2024/312) d'admettre l'État de Palestine à l'Organisation des Nations Unies. Nous pensons que l'admission de l'État de Palestine à l'Organisation des Nations Unies pourrait considérablement renforcer le processus politique. Ce processus doit aborder toutes les questions en suspens, apporter un soutien à l'État de Palestine et garantir la sécurité d'Israël. L'admission à l'Organisation des Nations Unies doit être considérée comme un complément aux négociations, et non comme un substitut de celles-ci.

La Slovénie plaide pour que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle central dans le processus de paix, accordant ainsi aux deux États un statut égal dans l'Organisation. Nous déplorons le recours au droit de veto. La solution des deux États, avec deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix, reste la seule option viable à long terme. Toute solution des deux États doit être fondée sur l'égalité souveraine et la reconnaissance mutuelle.

La Slovénie continue d'appeler au règlement pacifique de tous les conflits. Trente ans se sont écoulés depuis la signature des Accords d'Oslo, mais aucun progrès substantiel n'a été réalisé dans le processus de paix. Depuis des années, la sonnette d'alarme retentit en Cisjordanie et à Gaza. Nous pensons que l'admission de la Palestine à l'ONU pourrait constituer un pas important vers la paix. Elle renforcerait le rôle de l'Autorité palestinienne et contribuerait également à la sécurité d'Israël. Dans le même temps, nous soutenons fermement la convocation d'une conférence de paix internationale afin de convenir d'un plan de paix devant mener à la solution des deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans une coexistence pacifique.

La reconnaissance de l'État palestinien est la seule garantie de la sûreté et de la sécurité des Israéliens. La Slovénie soutient tous les efforts et initiatives visant à trouver une solution politiquement viable au conflit.

**M. Iravani** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à exprimer ma gratitude au Président pour avoir organisé la présente séance.

Nous remercions également l'Algérie de ses efforts dévoués en faveur de la Palestine au sein du Conseil de sécurité et pour avoir été le fer de lance du projet de résolution S/2024/312 au sein du Conseil, recommandant l'approbation de l'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Nous disons également notre profonde reconnaissance aux membres du Conseil qui ont manifesté leur solidarité avec la cause palestinienne en votant pour le projet de résolution et en soutenant l'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation.

La République islamique d'Iran appuie la demande d'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation, car nous pensons que cette décision marquerait un tournant dans la lutte contre les injustices historiques subies par le peuple palestinien. Toutefois, nous regrettons profondément que les États-Unis, membre permanent du Conseil de sécurité, aient encore une fois agi de manière irresponsable en exerçant leur droit de veto pour bloquer ce droit légitime des Palestiniens. Ce recours au droit de veto est un acte honteux qui démontre une fois de plus que les États-Unis demeurent le seul obstacle à la réalisation de la noble aspiration du peuple palestinien à l'admission pleine et entière à l'Organisation. Le droit de veto a également été exercé contre la volonté collective de la communauté internationale.

Il est regrettable que les États-Unis aient ouvertement contesté l'éligibilité de la Palestine à l'admission à l'Organisation des Nations Unies et aient laissé entendre que la question se posait toujours de savoir si la Palestine est un pays épris de paix. Cet argument est tout à fait scandaleux. Les États-Unis d'Amérique, en tant que fervent soutien du régime d'occupation, sont les principaux responsables de l'incapacité de l'ONU, en particulier au sein du Conseil de sécurité, à faire respecter les droits légitimes des Palestiniens. Malgré les efforts cyniques des États-Unis, les résultats du vote au Conseil de sécurité sont éloquentes et montrent à quel point les États-Unis restent isolés à l'ONU et à quel point la communauté internationale est unie dans son soutien aux droits du peuple palestinien.

Au cours des huit dernières décennies, les États-Unis ont entravé les efforts mondiaux visant à parvenir à un règlement pacifique de la question de Palestine. Pour tenter de justifier leur obstruction de longue date à l'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies, les autorités des États-Unis ont souvent fait référence aux prétendues négociations de paix et au plan de paix global. Néanmoins, les États-Unis n'ont jamais montré la moindre intention de contraindre le régime sioniste d'apartheid à se conformer aux exigences mondiales ou à accorder aux Palestiniens ne serait-ce qu'une infime partie de leurs droits, et n'ont jamais fait le moindre effort en ce sens. Malgré le soutien effectif de l'écrasante majorité des Membres de l'Organisation des Nations Unies envers la confirmation des droits du peuple palestinien, malheureusement, dans la pratique, les droits des Palestiniens n'ont pas été réalisés et les crimes atroces du régime d'occupation se sont poursuivis en toute impunité.

Dans le même temps, le Conseil de sécurité, en tant qu'organe chargé au premier chef de la paix et de la sécurité internationales, n'a pas été en mesure de forcer le régime d'occupation à appliquer ne serait-ce qu'une seule clause de ses résolutions. Nous pensons que le Conseil de sécurité doit mettre fin à ce processus inutile et prendre des mesures décisives et appropriées pour réaliser tous les droits des Palestiniens et obliger le régime israélien à honorer ses obligations découlant des résolutions des organes de l'ONU.

Lorsqu'on aborde la question de Palestine, il est essentiel de mettre en lumière la situation actuelle et les difficultés auxquelles la population de Gaza est confrontée. Malgré l'appel de la communauté internationale à mettre un terme à la guerre, le régime israélien a continué de tuer et de détruire avec la plus grande brutalité, causant la mort de plus de 34 000 civils palestiniens, pour la plupart des femmes et des enfants, et blessant des dizaines de milliers d'autres. Le déplacement forcé de la population de Gaza et la destruction délibérée de plus de 70 % des zones résidentielles et des infrastructures, y compris la grande majorité des hôpitaux, des mosquées, des églises, des centres éducatifs et des lieux historiques et culturels, ainsi que la prise pour cible des convois d'aide et des travailleurs humanitaires, ne sont que quelques exemples de l'ampleur des destructions dont le régime israélien est entièrement responsable.

Ces atrocités constituent des éléments du crime de génocide, selon la définition de l'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. En outre, le régime israélien a délibérément poursuivi et perpétré des actes constituant des crimes de guerre et des

crimes contre l'humanité. Le régime israélien se prépare également à lancer une invasion terrestre et une agression militaire contre Rafah. Si c'était le cas, nous assisterions à une catastrophe humanitaire de grande ampleur. La communauté internationale et tous les États Membres ont dès lors la responsabilité morale et juridique de prévenir la survenue d'une telle tragédie. Ces crimes barbares doivent être traités par la communauté internationale de manière décisive, et les Palestiniens doivent être protégés au niveau international.

Nous appelons la communauté internationale à prendre toutes les mesures nécessaires pour que tous ceux qui ont ordonné, commis ou soutenu les crimes israéliens à Gaza et dans les autres territoires palestiniens occupés soient jugés et répondent de leurs actes, en raison du génocide odieux et généralisé qu'ils ont perpétré.

Pour conclure, ma délégation souhaite réaffirmer sa ferme conviction qu'une solution globale à la question de Palestine n'est possible que par la pleine réalisation du droit inaliénable de cette nation à l'autodétermination et par la création d'un État palestinien indépendant dans l'ensemble des territoires palestiniens, avec Al-Quds pour capitale.

**M. Mythen** (Irlande) (*parle en anglais*) : Plus de six mois se sont écoulés depuis le début de l'escalade de la violence en Israël et dans le Territoire palestinien occupé. Pendant cette période, de vastes zones de la bande de Gaza ont été rasées par les bombardements israéliens et 34 000 personnes ont perdu la vie. Nous avons constaté un mépris alarmant du droit international, et notamment des principes fondamentaux du droit international humanitaire. Pour les personnes sur le terrain, la situation ne cesse de s'aggraver chaque jour. Le niveau de détresse que les survivants endurent est inimaginable pour la plupart d'entre nous ici dans cette salle. Les familles et les communautés dévastées par les massacres et les destructions sont aujourd'hui confrontées à une faim extrême et au spectre de maladies mortelles. La population de la bande de Gaza a besoin d'un cessez-le-feu immédiat et d'une aide humanitaire considérablement accrue, et ce, dès à présent.

L'Irlande soutient les efforts continus de plusieurs États en vue de négocier un cessez-le-feu. Les discussions en cours au Caire doivent impérativement aboutir à la cessation de la violence. Nous sommes profondément préoccupés par l'intensification des frappes aériennes israéliennes sur Rafah, où la majorité de la population de Gaza a trouvé refuge. Une augmentation massive du niveau de l'aide humanitaire acheminée à Gaza reste nécessaire. Malgré

les avertissements répétés de la communauté internationale au sujet de l'aggravation de la situation, les produits de première nécessité, tels que l'eau potable, la nourriture, les médicaments et le carburant, n'atteignent toujours pas en quantité suffisante ceux qui en ont le plus besoin. Israël doit prendre toutes les dispositions utiles pour lever tout obstacle à l'accès aux fournitures humanitaires.

La Cour internationale de Justice s'est déjà prononcée. Elle a effectivement ordonné à Israël de contribuer à la distribution de l'aide. Israël doit appliquer les décisions contraignantes de la Cour, et ce immédiatement.

Je remercie les auteurs du rapport indépendant récemment publié sur la neutralité de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), sous la direction de Catherine Colonna, pour le dévouement dont ils ont fait preuve et le travail qu'ils ont réalisé dans des circonstances difficiles. Il est clair que les allégations d'Israël, selon lesquelles l'UNRWA favoriserait le terrorisme, sont totalement infondées. L'UNRWA est l'épine dorsale de la réponse humanitaire à Gaza, et nous demandons instamment aux donateurs de reprendre et d'accroître le financement de l'UNRWA afin qu'elle puisse accomplir ses travaux qui sauvent des vies.

L'Irlande a clairement exprimé son soutien à l'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes profondément déçus par le recours au droit de veto au sein du Conseil de sécurité par un membre permanent pour empêcher tout progrès en la matière. La solution des deux États a plus que jamais besoin du soutien de la communauté internationale. En l'absence d'un processus de paix digne de ce nom, il est clair qu'il faut avancer en veillant à ce que le peuple palestinien occupe la place qui lui revient parmi les nations de la terre.

L'Irlande s'est engagée à reconnaître un État palestinien dans un avenir proche, en collaboration avec d'autres États européens et dans le cadre d'initiatives de paix régionales. En tant qu'États Membres responsables de l'Organisation des Nations Unies, il est fondamental que nous œuvrions à l'accomplissement de l'objectif ultime de la solution des deux États, avec Israël et la Palestine vivant côte à côte et dans un environnement de sécurité mutuelle.

La guerre en cours, qui s'inscrit dans la continuité d'un conflit qui dure depuis plusieurs décennies, traumatisant les nouvelles générations et tuant les plus vulnérables, doit prendre fin. L'aide et l'accès humanitaires doivent être restaurés, les otages doivent être libérés sans condition et un cessez-le-feu doit être instauré, et ce dès maintenant. Nous continuerons à travailler en étroite collaboration avec

nos partenaires dans la région et avec tous les États afin de mettre fin à l'effusion de sang et d'acheminer l'aide dont la population de Gaza a désespérément besoin.

**M. Muhamad** (Malaisie) (*parle en anglais*) : Ma délégation remercie le Président d'avoir convoqué la séance plénière d'aujourd'hui à la suite du recours au droit de veto par un membre permanent du Conseil de sécurité à sa séance du 18 avril (voir S/PV.9609), au titre de la question intitulée « Admission de nouveaux Membres ».

La Malaisie regrette profondément que l'exercice du droit de veto par un membre permanent ait empêché le Conseil de recommander l'admission de l'État de Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Comme nous l'avons dit dans notre déclaration au cours du débat public trimestriel du Conseil de sécurité la semaine dernière [voir S/PV.9608 (Resumption 2)], il ne fait aucun doute que l'admission de l'État de Palestine à l'Organisation en tant que Membre à part entière aurait été la bonne chose à faire. Malheureusement, le Conseil n'a pas saisi cette occasion de contribuer à la réalisation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, un droit inscrit dans la Charte des Nations Unies.

La Malaisie est fermement convaincue que l'État de Palestine remplit les quatre critères de reconnaissance d'un État énoncés dans la Convention sur les droits et devoirs des États, ainsi que les conditions établies à l'Article 4 de la Charte des Nations Unies. La Palestine a maintes fois démontré son engagement envers la paix, même face à l'occupation brutale et oppressive d'Israël. La Palestine a également démontré qu'elle est capable de s'acquitter des obligations inscrites dans la Charte et souhaite agir en ce sens. En outre, la Palestine a prouvé qu'elle méritait d'être Membre de l'Organisation en participant activement à toutes les instances onusiennes.

Ainsi, les affirmations selon lesquelles l'État de Palestine ne remplit pas tous les critères énoncés à l'Article 4 sont absurdes et ne constituent rien d'autre que des tentatives délibérées de refuser à l'État de Palestine cette reconnaissance qui se fait attendre depuis longtemps. Ces affirmations constituent également un rejet des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité qui reconnaissent la Palestine comme un État et un déni manifeste de la justice tant attendue.

L'admission de l'État de Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation aurait dû avoir lieu il y a longtemps, au moment de l'adoption de la résolution 181 (II) et de l'admission d'Israël, il y a 75 ans. Cent quarante Membres de l'ONU reconnaissent l'État de Palestine et beaucoup d'autres le feront dans un avenir



très proche. Il est impératif que cette grave injustice soit réparée sans plus tarder, d'autant plus qu'Israël érode activement les perspectives d'un État palestinien souverain par son agression barbare à Gaza et l'accélération de l'expansion des colonies illégales en Cisjordanie.

Le droit de veto et son caractère antidémocratique sont aux antipodes des principes mêmes sur lesquels l'Organisation des Nations Unies a été fondée. Il n'a pas sa place dans une architecture multilatérale démocratique moderne. La position que la Malaisie maintient est que l'exercice du droit de veto par les membres permanents du Conseil de sécurité doit être réglementé afin d'éviter qu'il ne soit utilisé de manière injustifiée ou abusive. Le recours à ce droit doit être interdit dans des situations impliquant des atrocités criminelles de masse, telles que le génocide, les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre. Nous sommes également d'avis que, pour que le droit de veto soit utilisé de manière efficace et plus responsable, il doit être exercé par au moins deux des cinq membres permanents et soutenu par trois membres non permanents du Conseil. Il doit par la suite être appuyé par l'Assemblée générale par un vote à la majorité simple. Cependant, nous soutenons que le droit de veto doit être en fin de compte complètement aboli.

La Malaisie continuera de collaborer de manière constructive avec d'autres États Membres dans le cadre des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité, en vue d'améliorer l'ONU en la rendant plus efficace, plus transparente, plus inclusive et plus digne de confiance.

**M<sup>me</sup> Kamboj** (Inde) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir convoqué cette séance plénière de l'Assemblée générale à la suite du recours au droit de veto par un membre permanent du Conseil de sécurité le 18 avril à la demande d'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies (voir S/PV.9609).

Tout en notant que la demande d'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies n'a pas été approuvée par le Conseil de sécurité en raison du veto susmentionné, je voudrais déclarer ici d'emblée que, conformément à la position de longue date de l'Inde, nous espérons que cette question sera reconsidérée en temps opportun et que les efforts de la Palestine pour devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies seront soutenus. Nous avons également pris note de l'intention du Président Francis de convoquer prochainement une séance plénière de la dixième session extraordinaire d'urgence sur cette question. L'Inde participera activement à cette séance.

Quant au conflit à Gaza, il dure depuis plus de six mois, et la crise humanitaire qu'il a déclenchée ne cesse de s'aggraver. Il existe également un risque d'instabilité croissante dans la région et au-delà. Dans ce contexte, nous considérons l'adoption le mois dernier par le Conseil de sécurité de la résolution 2728 (2024) comme une étape positive.

En ce qui concerne la position de l'Inde sur le conflit, j'aborderai brièvement les quatre points suivants.

Premièrement, le conflit en cours entre Israël et le Hamas a causé des pertes massives de vies civiles, en particulier celles de femmes et d'enfants, ainsi qu'une crise humanitaire, ce qui est tout simplement inacceptable. Nous avons condamné avec force la mort de civils dans ce conflit. Nous sommes fermement convaincus que le droit international et le droit international humanitaire doivent être respectés en toutes circonstances.

Deuxièmement, les attaques terroristes perpétrées en Israël le 7 octobre 2023 étaient révoltantes et méritent notre condamnation catégorique. Rien ne peut justifier le terrorisme et la prise d'otages. L'Inde reste fidèle à sa position intransigeante de toujours à l'égard du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, et nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages.

Troisièmement, il est impératif d'accroître immédiatement l'aide humanitaire à la population de l'enclave afin d'éviter une nouvelle détérioration de la situation. Nous exhortons toutes les parties à unir leurs efforts à cette fin. Nous nous félicitons des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale à cet égard. Je tiens à préciser que l'Inde fournit une aide humanitaire au peuple palestinien et que nous continuerons à le faire.

Enfin, les dirigeants de mon pays ont souligné à plusieurs reprises que seule la solution des deux États, à l'issue de négociations directes et sérieuses entre les deux parties sur les questions relatives au statut final, mènera à une paix durable. L'Inde est déterminée à appuyer la solution des deux États, qui permettrait au peuple palestinien de vivre librement dans un pays indépendant à l'intérieur de frontières sûres, tout en tenant compte des besoins d'Israël en matière de sécurité.

Pour parvenir à une solution durable, nous exhortons toutes les parties à instaurer des conditions propices à une reprise rapide des négociations de paix directes.

**M. de Rivière** (France) : La France a voté pour le projet de résolution S/2024/312 déposé par l'Algérie proposant l'admission de la Palestine à l'ONU, car elle est favorable au rehaussement du statut de celle-ci et à

son admission comme Membre de plein droit. Elle considère qu'il est temps de parvenir à un règlement politique global du conflit israélo-palestinien, sur la base de la solution des deux États, la seule à même de répondre aux aspirations légitimes de chacun à disposer d'un État et à vivre en sécurité.

L'admission de la Palestine à l'ONU contribuera à la reprise d'un processus décisif et irréversible pour mettre en œuvre la solution des deux États et le renforcement de l'Autorité palestinienne dans les territoires palestiniens, à Gaza comme en Cisjordanie. Celle-ci doit pouvoir exercer de manière effective ses responsabilités sur l'ensemble des territoires d'un futur État palestinien.

Le conflit à Gaza, déclenché par l'attaque terroriste du Hamas et d'autres groupes terroristes le 7 octobre 2023, que la France condamne fermement, et la montée des tensions dans la région rappellent l'urgence d'un règlement politique du conflit. Dans ce contexte, la France continue à œuvrer pour prévenir un embrasement régional, en lien avec ses partenaires. Elle a proposé au Conseil de sécurité un projet de résolution sur la situation au Proche-Orient, car la solution des deux États est la seule qui puisse permettre de construire une paix juste et durable.

Elle continuera à exiger un cessez-le-feu immédiat et durable, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et un accès humanitaire complet et sans entrave. Le droit de la guerre, les principes de précaution et de proportionnalité, et le droit international humanitaire doivent être respectés par tous.

**M. Mahmoud** (Égypte) (*parle en arabe*) : L'Égypte s'associe aux déclarations prononcées par les représentants des Émirats arabes unis au nom du Groupe des États arabes et de l'Ouganda au nom du Mouvement des pays non alignés.

Nous nous réunissons aujourd'hui suite à l'exercice par les États-Unis de leur droit de veto pour faire obstacle au projet de résolution historique S/2024/312, déposé par l'État frère de l'Algérie, visant à émettre une recommandation du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale en vue de l'admission de l'État de Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

L'Égypte déplore une fois de plus le fait que les États-Unis aient exercé leur droit de veto pour empêcher l'État palestinien, reconnu par plus de 140 pays, de bénéficier d'un statut égal à celui des autres Membres de l'Organisation des Nations Unies. L'Égypte souligne que l'octroi à l'État de Palestine du statut de Membre à part entière est le meilleur moyen de soutenir et même de sauver la solution des deux États et de refléter la

reconnaissance internationale de l'existence de l'État de Palestine sur un pied d'égalité avec Israël et d'autres États. Cette admission aurait apporté au processus de paix espéré le soutien tant attendu, notamment à la lumière de l'évolution actuelle de la situation, tandis que nous cherchons à raviver l'horizon politique et à mettre un terme à la guerre qui dévaste actuellement la bande de Gaza.

Nous rejetons totalement l'affirmation erronée selon laquelle l'Organisation des Nations Unies entraverait le processus de paix et les négociations en accordant à l'État de Palestine le statut de Membre à part entière. Comment peut-on accuser l'Organisation des Nations Unies, une organisation responsable du maintien de la paix et de la sécurité, de faire obstacle à la paix perdue au Moyen-Orient, qui est chancelante et presque impossible à atteindre en raison de l'intransigeance d'Israël et de son rejet continu de la solution des deux États ?

La candidature légitime des Palestiniens à l'admission en tant que Membre à part entière des Nations Unies repose sur un certain nombre de considérations, que nous répétons aujourd'hui comme suit.

Premièrement, l'État de Palestine est un État à part entière, tant sur le plan juridique que dans les faits. Il s'agit d'un État dont les frontières historiques sont reconnues par la résolution 181 (II) de 1947, sur le partage de la Palestine. Il s'agit d'un territoire occupé par Israël en juin 1967. Il compte une population permanente en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est, d'un Gouvernement effectif et de relations diplomatiques avec de nombreux pays du monde. La Palestine est un État reconnu par 140 États Membres de l'Organisation des Nations Unies et a conclu un grand nombre de traités internationaux dans le cadre multilatéral. La Palestine est un État, un Gouvernement et un peuple bien établis, et elle perdurera à jamais, malgré les détracteurs.

Deuxièmement, la candidature palestinienne répond à tous les critères énoncés à l'Article 4 de la Charte des Nations Unies, étant donné qu'il s'agit d'un État qui existe déjà et dispose de tous ces éléments. Il s'agit d'un État pacifique, malgré l'occupation en cours et les crimes perpétrés contre son peuple, prêt à s'acquitter de ses obligations en vertu de la Charte et capable de le faire.

Troisièmement, dans la résolution 67/19, qui abordait en 2012 le statut de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies, l'Assemblée générale déclarait espérer que le Conseil de sécurité donnerait une suite favorable à la demande d'admission en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies présentée par l'État de Palestine.

Quatrièmement, l'exercice par l'État de Palestine de son droit de Membre à part entière de l'Organisation représente la meilleure matérialisation des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme relatives à l'égalité des droits entre les êtres humains.

Nous appelons tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies à soutenir le droit de l'État de Palestine à en devenir un Membre à part entière. Nous leur demandons de ne ménager aucun effort pour mettre un terme à la guerre sanglante menée par Israël contre la bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est, et mettre fin aux tueries quotidiennes et aux destructions généralisées contre ce peuple, qui a longtemps et patiemment espéré que la communauté internationale tiendrait compte de ses demandes.

Nous appelons les Membres à unir leurs forces pour appliquer toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, notamment celles adoptées depuis le début de la crise actuelle, y compris les résolutions 2712 (2023), 2720 (2023) et 2728 (2024) du Conseil de sécurité, puis à reprendre le processus de paix sans délai. Il est désormais clair pour nous tous que le statu quo avant le 7 octobre 2023 était intenable. Les droits les plus fondamentaux du peuple palestinien doivent être respectés pour mettre fin à l'occupation israélienne et aux activités de colonisation. Les Palestiniens doivent pouvoir exercer le droit de libérer leur État à l'intérieur des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et d'obtenir le statut de Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. C'est là la seule voie vers la stabilité et la sécurité au Moyen-Orient. Il n'y a pas d'autre solution.

L'Égypte reste fidèle à son engagement ferme à défendre la vérité et à œuvrer pour l'établissement d'une paix juste et globale au Moyen-Orient, en s'appuyant sur une position de force et en prenant parti pour la vérité, malgré toutes les affirmations fausses et trompeuses de l'occupation. Tandis que certains cherchent aujourd'hui à évoquer l'histoire et les valeurs sacrées, nous leur rappelons à tous que le respect des droits d'autrui, sans arrogance ni violation de ces droits, est la plus importante de ces valeurs sacrées.

**M<sup>me</sup> Chan Valverde** (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Le Costa Rica a reconnu le statut juridique international de l'État de Palestine le 5 février 2008. À ce jour, 140 États ont fait de même et d'autres sont en train de le faire. Presque tous les Membres ont exprimé l'aspiration commune à trouver une issue politique à la crise au Moyen-Orient par la solution des deux États, avec Israël et la Palestine vivant dans la paix et la sécurité, et leurs

citoyens exerçant des droits égaux dans la dignité à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, conformément à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

La reconnaissance de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies constitue une condition logique et cohérente pour faire de cette aspiration une réalité. Treize ans après la dernière demande de la Palestine au Conseil de sécurité d'être reconnue comme Membre à part entière de l'Organisation, un nouveau recours au droit de veto vient à nouveau entraver cette aspiration légitime, une question qui a été soulevée devant le Conseil de sécurité depuis 1947.

Comme nous l'avons noté lors de la commémoration du deuxième anniversaire de l'Initiative relative au droit de veto (voir A/78/PV.70), malgré les déceptions de l'année dernière, nous devons considérer chaque recours au droit de veto comme une occasion d'agir et de réfléchir de façon collective et comme un appel à aller de l'avant en formant une Assemblée générale déterminée et sûre d'elle. Nous avons fait un pas dans cette direction l'année dernière en adoptant la résolution 77/335, sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale. Au paragraphe 30 de cette résolution, l'Assemblée a prié

« sa présidence, agissant avec l'appui du Secrétariat et d'autres entités compétentes des Nations Unies, d'envisager de leur donner accès, dans la limite des ressources existantes, à un manuel au format numérique ou à une vue d'ensemble des pratiques, données et recommandations passées pour l'exercice des fonctions et des pouvoirs énoncés au Chapitre IV de la Charte ».

La disponibilité d'une source d'information centralisée nous permettrait de rechercher des idées et des exemples de la manière dont l'Assemblée générale est intervenue dans les questions de maintien de la paix, de médiation ou de gestion de crise face à la paralysie du Conseil de sécurité. Cette ressource serait également une source d'inspiration pour une application plus efficace de la Charte. Avec ce manuel et l'initiative relative au droit de veto, l'Assemblée disposerait de deux outils qui se renforceraient mutuellement et qui favoriseraient une meilleure interaction entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

L'absence d'action opportune du Conseil de sécurité nuit à l'efficacité et à la crédibilité de l'ensemble de l'Organisation et affaiblit le multilatéralisme et les perspectives de paix. La situation exige que nous activions notre responsabilité collective et que nous nous rappelions l'esprit de la Conférence de San Francisco.

**M. Ladeb** (Tunisie) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Président d'avoir convoqué cette séance suite à l'incapacité du Conseil de sécurité à adopter le projet de résolution S/2024/312, recommandant l'admission de l'État de Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies, en raison de l'exercice du droit de veto par un État Membre.

La Tunisie exprime une fois de plus son profond regret que le Conseil n'ait pas adopté le projet de résolution déposé par l'Algérie au nom du Groupe des États arabes. Nous soulignons que la demande palestinienne, soutenue par le Groupe des États arabes et par plus des deux tiers des États Membres, est une revendication légitime conforme au droit des Palestiniens à l'autodétermination et à une pleine représentation au sein de l'Organisation des Nations Unies.

Nous soulignons que l'État de Palestine remplit tous les critères pour devenir Membre à part entière et qu'il mérite sa place naturelle parmi tous les autres Membres de l'Organisation des Nations Unies. Au fil des ans, cet État a également prouvé son attachement à la Charte des Nations Unies et sa capacité à remplir ses obligations de Membre, et a continué à contribuer aux travaux multilatéraux d'une manière efficace, constructive et responsable.

Nous rappelons également que la question de Palestine est soumise aux organes de l'Organisation des Nations Unies, principalement au Conseil de sécurité, depuis sept décennies, et qu'elle a été et reste toujours au premier rang des questions permanentes inscrites à son ordre du jour. Il est déraisonnable, voire injuste, que la question de Palestine soit abordée devant le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, le Conseil des droits de l'homme et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies et que des résolutions soient adoptées à son sujet avec la contribution de tous les membres de la communauté internationale sans que l'État concerné n'exerce ses droits les plus fondamentaux, parmi lesquels son droit d'être reconnu comme Membre de l'Organisation des Nations Unies, avec des droits et des obligations égaux à ceux des autres États, et son droit, sans restriction ni limites, de faire entendre sa voix, d'exprimer ses visions et ses positions et de défendre son peuple à l'ONU et dans les cadres internationaux.

Le droit de l'État de Palestine d'obtenir le statut de Membre à part entière ne peut être remis en question, nié ou réinterprété. Il s'agit d'un droit historique, inhérent et inébranlable, que la communauté internationale a reconnu comme l'un des piliers les plus importants du progrès vers une solution juste, globale et permanente à

la légitime question de Palestine. Il ne s'agit pas seulement d'une question symbolique, mais d'une évolution d'importance vitale pour le peuple palestinien.

Le retard dans la reconnaissance de la pleine admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies a contribué, depuis la Nakba, à la poursuite des pratiques agressives et des plans de colonisation et d'expansion des autorités d'occupation, avec toutes les souffrances qui en découlent pour le peuple palestinien à travers les massacres, les violations et les mesures de punition collective qui lui sont imposées. Ce retard a également donné lieu à la situation actuelle, dans laquelle le Territoire palestinien occupé, et notamment la bande de Gaza, subit une terrible guerre génocidaire sans précédent, qui se poursuit et s'intensifie : le nombre de martyrs atteint 34 000, des dizaines de milliers de personnes ont été blessées ou sont portées disparues, des millions ont été déplacées de force, les destructions massives ont affecté l'infrastructure et toutes les installations essentielles, et la famine est utilisée comme moyen de guerre. Tout cela laisse présager une nouvelle catastrophe humanitaire si les forces d'occupation mettent à exécution leur plan d'envahir Rafah.

L'obstruction à la reconnaissance de l'admission pleine et entière de la Palestine a également contribué à ce que les autorités d'occupation se considèrent au-dessus de la loi et de l'obligation de rendre compte, même lorsqu'elles bafouent la légitimité internationale et dégradent l'Organisation des Nations Unies. Le droit à l'autodétermination n'est pas sujet à négociation, car il s'agit d'un droit naturel, historique et juridique inaliénable qui ne s'éteint pas avec le temps. Rien ne justifie de reporter ou d'entraver ce droit en invoquant des raisons qui résultent de décennies d'occupation et de l'incapacité de la communauté internationale à faire face à cette occupation et à y mettre fin par l'intermédiaire du droit international, des principes de la Charte des Nations Unies et des résolutions de la légitimité internationale. Par conséquent, le refus de reconnaître le droit des Palestiniens à une pleine admission à l'Organisation des Nations Unies n'est qu'une continuation de l'injustice historique qui a commencé avec l'occupation de la Palestine et qui s'est aggravée depuis.

Pour toutes ces raisons, auxquelles s'ajoutent des considérations juridiques et historiques, nous réaffirmons notre soutien à la candidature palestinienne au statut de Membre à part entière et nous appelons les États Membres à reconnaître l'État palestinien et à soutenir son droit à une admission pleine et active à l'Organisation des Nations Unies et au système international. Il s'agirait d'une victoire pour les principes de droit, de justice et de droit international.



Pour conclure, la Tunisie réaffirme son soutien permanent et ferme au peuple palestinien dans sa lutte pour recouvrer ses droits légitimes, qui ne sont soumis à aucune prescription, et pour établir son État indépendant et souverain sur sa terre, avec Jérusalem-Est pour capitale. La Tunisie appelle de nouveau la communauté internationale et le Conseil de sécurité à prendre des mesures immédiates, efficaces et responsables afin de mettre fin à l'agression dans la bande de Gaza et le reste du Territoire palestinien occupé, d'imposer un cessez-le-feu immédiat, d'empêcher tout plan d'invasion et de déplacement forcé, de faciliter l'entrée ininterrompue de l'aide humanitaire à grande échelle et d'imposer l'application des résolutions de la légitimité internationale, sans aucune considération politique ni deux poids, deux mesures.

**M. Garrido Melo (Chili) (*parle en espagnol*) :** Nous nous félicitons de la convocation de cette séance formelle pour discuter du veto opposé au Conseil de sécurité jeudi 18 avril (voir S/PV.9609) à un projet de résolution (S/2024/312), déposé par l'Algérie, sur la recommandation à l'Assemblée générale d'admettre l'État de Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Nous prenons acte du rapport spécial publié par le Conseil de sécurité sur cette question (voir A/78/856).

La majorité des Membres de l'Organisation et de ses autorités ont réaffirmé à de nombreuses reprises que l'absence de progrès vers la solution des deux États ne fait qu'accroître l'instabilité et les risques pour des millions de personnes dans toute la région, qui continuent de vivre sous la menace constante de la violence. C'est pourquoi l'admission de l'État de Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies est une mesure juste et urgente. Le Chili réaffirme son appui à l'admission de l'État de Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Nous déplorons par conséquent que le projet de résolution préparé par l'Algérie n'ait pas été adopté, bien qu'il ait recueilli une large majorité de votes favorables.

Le Chili plaide pour la solution des deux États et le droit d'Israël et de la Palestine de vivre en harmonie à l'intérieur de frontières internationales sûres et reconnues, dans le plein respect des droits humains de tous leurs habitants. Nous appelons urgemment à donner immédiatement et intégralement effet aux résolutions sur la question qui défendent le droit du peuple palestinien de former un État souverain, telles que la résolution 181 (II) de l'Assemblée générale et la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, ainsi que d'autres décisions connexes comme la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, qui réaffirme que la création par Israël de colonies

de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, n'a aucun fondement en droit et constitue une violation du droit international.

Le Chili insiste sur la nécessité d'instaurer un cessez-le-feu immédiat et permanent, d'accroître le flux d'aide humanitaire vers Gaza, de garantir un accès total, immédiat, sûr, sans entrave et durable de l'aide humanitaire, ce qui suppose la levée de tous les obstacles à son acheminement, et de faciliter le recours à toutes les voies terrestres disponibles vers la bande de Gaza. Nous espérons qu'Israël tiendra son engagement d'augmenter l'aide et que la situation des habitants de Gaza, qui reste désespérée, s'améliorera.

Le Chili a également condamné sans équivoque les actions du Hamas, ainsi que tous les actes terroristes, actes de violence et hostilités contre la population civile. Nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages encore détenus par le Hamas, en veillant à leur bien-être et à leur bon traitement conformément au droit international. Nous rappelons que la violence ne règle pas la violence, qu'elle a coûté la vie à des milliers de civils palestiniens, principalement des femmes, des personnes âgées et des enfants, et qu'elle met en grand danger celle des civils israéliens enlevés, comme les faits l'ont déjà tragiquement démontré.

Nous constatons que les répercussions et les ramifications du conflit dans le reste de la région suscitent de vives inquiétudes compte tenu de la poursuite des violences. Nous encourageons toutes les parties concernées, de même que la communauté internationale, à continuer d'œuvrer pour mettre fin à cette guerre. Pour ce faire, la diplomatie et le dialogue doivent être mis en avant. Nous saluons les efforts déployés par les pays amis pour réduire les tensions.

Le Chili a toujours affirmé qu'une des priorités de sa politique étrangère était de contribuer à la recherche d'une solution pacifique au Moyen-Orient, et il n'a eu de cesse d'exprimer son attachement à un règlement juste et durable, conformément aux résolutions des organes de l'ONU. Nous soulignons que toutes les parties doivent respecter les mesures conservatoires ordonnées par la Cour internationale de Justice.

Nous rappelons que le Chili et le Mexique ont soumis conjointement une lettre de saisine de la Cour pénale internationale au sujet de la situation en Palestine, en vue de renforcer l'enquête sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité, tels que définis dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, qui auraient été commis à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem-Est et en Israël. Compte tenu de l'enquête actuellement menée

par le Procureur de la Cour sur la situation en Palestine, la démarche du Chili a pour but de lui venir en aide dans ses investigations. Pour le Chili, la clarification des faits et des responsabilités, ainsi que l'obligation de rendre des comptes, sont essentielles pour garantir que de telles situations ne se reproduisent pas.

Nous soulignons notre position sur le recours au droit de veto et le danger qu'il comporte en érodant la crédibilité du système multilatéral. Nous insistons sur le fait qu'un tel recours doit être limité dans des circonstances telles que les atrocités criminelles et les crimes de guerre.

Une fois de plus, nous soulignons l'importance d'une réforme du Conseil de sécurité et de ses méthodes de travail afin de garantir que les décisions relatives à la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales peuvent être prises en temps opportun. Cette réforme est essentielle pour renforcer la capacité de l'Organisation dans son ensemble.

Enfin, le Chili se joint aux voix qui appellent à une désescalade générale et à la cessation immédiate des hostilités, qui mettent en péril la paix et la sécurité internationales.

**M<sup>me</sup> del Águila Castillo** (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de la convocation de la séance d'aujourd'hui afin de discuter du recours au droit de veto au Conseil de sécurité en rapport avec la demande de l'État observateur de Palestine d'obtenir le statut de Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies (voir S/PV.9609).

Le Guatemala est l'un des 83 États Membres qui se sont portés coauteurs de la résolution 76/262, intitulée « Mandat permanent permettant à l'Assemblée générale de tenir un débat en cas de recours au droit de veto au Conseil de sécurité ». Nous nous réjouissons que ce point figure au programme de travail de l'Assemblée pour la deuxième année consécutive, mais nous déplorons de devoir nous réunir à nouveau aujourd'hui pour en discuter.

Le veto opposé au projet de résolution S/2024/312 concernant l'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies a une fois de plus mis en évidence la paralysie de l'organe suprême chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales. À notre avis, tant que les projets de résolution qui s'attaquent aux causes des conflits continueront à faire l'objet d'un veto, les crises continueront de s'aggraver et le Conseil continuera de manquer à son obligation fondamentale de maintenir la paix et la sécurité

mondiales, obligation qui découle de Charte des Nations Unies elle-même. À cet égard, afin d'assurer l'établissement d'une paix durable dans la région, il est absolument impératif de reconnaître la solution des deux États, avec des frontières clairement définies et sûres, qui favorise un dialogue fondé sur l'égalité entre l'État d'Israël et l'État de Palestine.

Le Guatemala reconnaît le droit inaliénable des peuples à l'autodétermination et la nécessité de rechercher un règlement pacifique des conflits et préconise qu'une telle solution soit facilitée par la communauté internationale, avec la participation directe de toutes les parties concernées. Le veto qui nous a malheureusement amenés ici aujourd'hui constitue un pas en arrière dans la poursuite de cet objectif et met en péril la paix et la sécurité internationales.

Pour conclure, nous réaffirmons sans ambiguïté la nécessité urgente de mettre fin à toute agression et de rechercher un règlement pacifique. Le moment est venu de parvenir à une paix globale fondée sur la vision d'une région où deux États démocratiques, Israël et la Palestine, peuvent vivre côte à côte en paix. C'est là la seule option permettant de répondre aux besoins de sécurité à long terme.

**M. Al Hassan** (Oman) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, la délégation de mon pays s'associe à la déclaration prononcée par le Représentant permanent des Émirats arabes unis, pays frère, au nom du Groupe des États arabes à New York, concernant le point 63 de l'ordre du jour, intitulé « Exercice du droit de veto ».

Je commence par exprimer mon profond regret et ma déception face à l'exercice par les États-Unis, pays ami, de leur droit de veto contre la demande légitime de l'État de Palestine d'obtenir le statut de Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

Mon pays, le Sultanat d'Oman, est un pays pacifique qui a foi en la paix, en paroles et en actes, et la considère comme un pilier fondamental du système des relations internationales. Nous pensons que le conflit dans la région du Moyen-Orient ne peut prendre fin que grâce à la création d'un État palestinien auquel serait accordé le statut de Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit désormais d'un impératif stratégique pour la phase à venir et d'une revendication largement partagée par les membres de la communauté internationale.

L'obstruction à cette demande légitime par un État pour des raisons politiques ne sert ni la sécurité ni la paix au Moyen-Orient et dans le monde et nuit à la crédibilité

du Conseil de sécurité en raison de la politique de deux poids, deux mesures appliquée à la question de Palestine, qui concerne un peuple libre et résistant qui rejette l'occupation et insiste sur le fait que l'élimination du colonialisme et le droit à l'autodétermination sont deux piliers fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies et de l'avenir de ce grand peuple.

Plus de 70 ans se sont écoulés depuis l'occupation illégale et illégitime des territoires palestiniens par Israël. Le peuple palestinien résiste toujours à l'occupation, malgré sa cruauté et ses violations répétées et systématiques du droit international, du droit international humanitaire et des résolutions de la légitimité internationale. Il ne fait aucun doute que ce que le peuple palestinien endure en Cisjordanie et dans la bande de Gaza est la preuve évidente de l'incapacité du Conseil de sécurité, en raison des positions de certains pays, à maintenir la paix et la sécurité internationales et à faire de la paix une réalité tangible dans cette région cruciale du monde.

La Palestine est un État établi, reconnu par un large éventail de pays, et son accession au statut de Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies n'est qu'une question de temps, car aucun pays ne peut à lui seul faire obstacle à la volonté de la communauté internationale. Nous appelons dès lors nos partenaires à réexaminer leurs décisions et leurs positions. Ils doivent soutenir la paix, une paix juste et globale pour tous les peuples du Moyen-Orient ; une paix qui met un terme au cycle de la violence et de la contre-violence ; une paix qui met fin à l'occupation et rétablit la sécurité et la stabilité pour tous les peuples de la région, de manière à rétablir leur statut civilisationnel légitime et à mettre fin à des décennies de tueries, de destructions et de siège injuste.

Nous défendons la paix. Nous soutenons la solution des deux États dans une coexistence pacifique et nous rejetons catégoriquement tout plan qui n'établit pas une paix juste et globale et une solution permanente à la question de Palestine. Mon pays, le Sultanat d'Oman, continuera à appuyer les revendications légitimes du peuple palestinien et son droit à devenir Membre à part entière de l'Organisation.

**M. Van Schalkwyk** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je remercie vivement le Président d'avoir convoqué cette séance pour discuter d'un autre cas de recours au droit de veto au Conseil de sécurité (voir S/PV.9609). Nous déplorons la prolifération des cas d'exercice du droit de veto au sein du Conseil de sécurité ces derniers mois.

Le Conseil de sécurité doit rendre des comptes aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Par conséquent, l'Afrique du Sud maintient son soutien à

l'examen des questions de paix et de sécurité lorsqu'un membre permanent du Conseil de sécurité a exercé son droit de veto pour empêcher la prise d'une décision. Les débats de l'Assemblée générale sur ces questions continuent à mettre en évidence l'incidence du recours au droit de veto et mettent également mis en lumière l'impératif de réformer le Conseil de sécurité afin de le rendre plus représentatif, plus démocratique, plus efficace et plus volontariste dans ses approches des situations de conflit.

L'incapacité du Conseil de sécurité à se mettre d'accord sur une question sérieuse de paix et de sécurité internationales, à savoir la question de Palestine, a eu pour conséquence de perpétuer le cycle répété de la violence et de prolonger les souffrances des Palestiniens et l'a empêché de prendre des mesures sur des questions qui ont une incidence profonde sur leur situation présente et future. Nous soulignons que ces cycles aux conséquences catastrophiques se produisent dans un contexte spécifique d'occupation illégitime par Israël, comme l'ont établi les résolutions des organes de l'ONU et le droit international.

La punition collective infligée au peuple palestinien continue sans relâche. Au cours des derniers mois, nous avons été témoins de la manière dont l'exercice du droit de veto a bloqué les efforts visant à empêcher les mesures vers la cessation des hostilités et a entraîné le meurtre de civils à grande échelle, ainsi qu'une aggravation de la crise humanitaire. Nous rappelons qu'Israël a l'obligation de se conformer à l'arrêt de la Cour internationale de Justice, qui a conclu que ses actions dans la bande de Gaza constituaient un génocide plausible.

L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont reconnu dans leurs résolutions la nécessité urgente d'un règlement négocié en vue de la solution des deux États et, en fin de compte, de l'autodétermination des Palestiniens. L'exercice du droit de veto dans ce cas a, une fois de plus, empêché tout progrès vers la paix. Le processus de paix au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine, est inscrit à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies depuis plus de 60 ans. L'incapacité du Conseil de sécurité à agir, ainsi qu'à prendre des mesures décisives pour régler le conflit, constitue une mise en accusation de l'Organisation des Nations Unies. Après toutes ces années, nous n'avons toujours pas accompli de progrès réel vers l'obtention d'une solution permanente et durable à cette crise prolongée.

Le conflit entre Israël et la Palestine pèse sur la stabilité régionale et la situation fragile de la région, ce qui rend impératif le règlement de ce conflit. L'Afrique du Sud réaffirme qu'il incombe au Conseil de sécurité de

continuer à déployer des efforts concertés pour obtenir un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza, afin de protéger les civils de tous bords et de permettre l'acheminement et la livraison de l'aide humanitaire essentielle qui est nécessaire de toute urgence.

La résolution 181 (II) était un billet à ordre adressé aux peuples d'Israël et de Palestine, garantissant la création de deux États. Il est de notre devoir de veiller à ce que, au-delà du conflit actuel à Gaza, un dialogue politique soit engagé afin de parvenir à un règlement politique juste et à une coexistence pacifique entre les peuples palestinien et israélien.

**M. Akram** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le président Dennis Francis d'avoir convoqué ce débat conformément à la résolution 76/262, qui invite le Président de l'Assemblée générale à convoquer une séance lorsqu'un membre permanent du Conseil de sécurité fait usage de son droit de veto.

Le projet de résolution S/2024/312, déposé par l'Algérie au nom du Groupe des États arabes et ayant fait l'objet d'un veto, visait à approuver la demande de longue date de la Palestine d'admission en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Il convient de rappeler que l'Assemblée générale, par sa résolution 181 (II) du 29 novembre 1947, a injustement décidé de partager la Palestine en deux États, l'un arabe et l'autre juif. Si l'un d'entre eux, en l'occurrence Israël, est désormais Membre de l'Organisation des Nations Unies, l'État palestinien s'est quant à lui vu refuser l'admission, bien qu'il en remplisse tous les critères. Au cours des sept dernières décennies, non seulement le peuple palestinien s'est vu refuser le droit à l'autodétermination, mais des millions d'entre eux ont été expulsés de leur patrie et ont également été soumis à une occupation étrangère prolongée et brutale au cours des 57 dernières années. C'est ce déni d'autodétermination et cette occupation étrangère, cette injustice historique, qui sont au cœur du conflit et de la violence dans toute la région.

Dans le cadre de la dernière guerre en date menée par Israël contre le peuple palestinien à Gaza, qui est la plus brutale, plus de 35 000 civils palestiniens, principalement des femmes et des enfants, ont été tués. Des milliers d'autres ont été blessés et 2 millions ont été déplacés par les bombardements aveugles d'Israël sur des maisons, des écoles, des hôpitaux, des infrastructures civiles et des sites religieux dans toute la bande de Gaza. L'aide humanitaire a été bloquée, les travailleurs humanitaires ont été délibérément pris pour cible, et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le

Proche-Orient a été diabolisé afin d'accroître les souffrances du peuple palestinien. La famine et les épidémies menacent la population de Gaza. La Cour internationale de Justice a qualifié ce scénario de génocide plausible.

Israël n'a tenu aucun compte des demandes de cessez-le-feu immédiat formulées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. Il n'a pas respecté pleinement les mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice. Aujourd'hui, les dirigeants israéliens extrémistes menacent d'attaquer Rafah, ce qui, comme l'a déclaré le Secrétaire général,

« constituerait une escalade insupportable [et] aurait des effets dévastateurs sur les Palestiniens de Gaza, avec de graves répercussions sur la Cisjordanie occupée et sur l'ensemble de la région ».

Je voudrais dire au représentant d'Israël que le régime israélien hors-la-loi ne peut pas détourner l'attention de ses crimes en calomniant les pays islamiques. Le Pakistan, contrairement à Israël, agit conformément au droit international.

L'Assemblée et l'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent tout d'abord exiger l'arrêt immédiat des hostilités et la fin des actions génocidaires d'Israël à Gaza, et nous devons réfléchir à la nature de ces actions. Deuxièmement, nous devons garantir un accès sans restriction à l'aide humanitaire pour la population assiégée de Gaza. Ce qui a été fait jusqu'à présent est bien en deçà de ce qui est nécessaire. Troisièmement, nous devons empêcher toute nouvelle escalade du conflit. Israël a tenté de provoquer une telle escalade, et nous apprécions la retenue qui a été montrée dans la réponse. Quatrièmement, nous devons fournir une protection internationale au peuple palestinien. Les Palestiniens ont été tués avec brutalité et impunité, et l'Organisation des Nations Unies doit leur venir en aide sous la forme d'une protection internationale. Cinquièmement, nous devons relancer le processus de paix pour garantir la solution des deux États. Enfin, et ce n'est pas là le point le moins important, nous devons faire répondre Israël de ses crimes.

Après la dévastation de Gaza, la seule lueur d'espoir a été la reconnaissance universelle de la nécessité de la solution des deux États. L'admission de l'État de Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies constituerait une étape politique concrète vers la solution des deux États et vers la rectification de l'injustice historique faite au peuple palestinien. Le veto opposé à l'admission de la Palestine sape la crédibilité des assurances qui ont été données en faveur de la solution des deux États. Les efforts diplomatiques en cours pour la paix en Palestine, en Israël et dans la région



gagneraient un élan considérable si le veto était levé et si l'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies était recommandée par le Conseil de sécurité.

L'Assemblée, reflétant les souhaits de la communauté internationale, doit demander instamment au Conseil de sécurité de réexaminer et de recommander la demande d'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies.

**M. Soberón Guzmán** (Cuba) (*parle en espagnol*) : Nous appuyons la déclaration faite par le représentant de l'Ouganda au nom du Mouvement des pays non alignés.

Il est honteux que, une fois de plus, le Gouvernement des États-Unis ait empêché la réalisation des aspirations légitimes du peuple palestinien. Avec le dernier veto de celui-ci au Conseil de sécurité (voir S/PV.9609), l'État de Palestine a été privé de son droit d'être admis à l'Organisation des Nations Unies en tant que Membre à part entière. L'admission de la Palestine à l'ONU est l'une des premières étapes essentielles qui doivent être accomplies d'urgence pour parvenir à une solution au conflit.

Cette injustice historique doit être réparée sans plus tarder. L'État de Palestine a été reconnu par plus de 140 pays, y compris Cuba. Il s'agit d'un membre actif de la communauté internationale et des instances multilatérales. Il est soumis à des droits et à des obligations dans le cadre de divers instruments internationaux. Il ne fait aucun doute qu'il mérite le droit de devenir Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies.

L'impunité avec laquelle agit le Gouvernement israélien doit cesser. Cette impunité ne peut s'expliquer que par la certitude de ne pas avoir à répondre de ses actes, puisqu'il bénéficie du soutien du Gouvernement des États-Unis et d'autres alliés de l'OTAN. Nous rejetons fermement les déclarations faites par le représentant d'Israël concernant Cuba. Israël n'est pas moralement habilité à donner des leçons en matière de droits humains. Il ne fait que tenter de détourner l'attention de ses crimes de génocide, de ses crimes contre l'humanité et de ses crimes d'apartheid, qui sont perpétrés depuis 75 ans contre le peuple palestinien sur le territoire palestinien lui-même et qui prennent aujourd'hui des proportions extrêmes.

De quels droits humains le représentant d'Israël peut-il parler alors que son gouvernement a tué plus de 34 000 Palestiniens, dont une grande majorité de femmes et d'enfants, au cours des sept derniers mois d'escalade du conflit ? Y a-t-il quelque chose d'humain dans le déplacement forcé de près de 2 millions de Palestiniens de Gaza par Israël ou dans le bombardement d'hôpitaux, d'écoles et

d'abris civils ? Y a-t-il quelque chose d'humain dans la punition collective infligée par Israël aux Palestiniens, lorsque ceux qui ne sont pas exterminés par les armes sont également condamnés à mourir de faim et de maladie dans des conditions humanitaires catastrophiques sans précédent ? Les actions atroces perpétrées par Israël ont touché non seulement le peuple palestinien, mais aussi le personnel des organismes des Nations Unies et d'autres acteurs internationaux, ainsi que les représentants de diverses organisations de la société civile engagées dans le travail humanitaire.

Au sein du système des Nations Unies pour les droits humains, y compris le Conseil des droits de l'homme et le Bureau du Haut-Commissaire, il existe des mandats et des mécanismes bien établis qu'Israël bafoue systématiquement en toute impunité et qui sont axés sur le suivi des violations durables et flagrantes des droits humains commises par celui-ci dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés. La réalité a démontré l'impérieuse nécessité de préserver le point 7 de l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme.

Il est inacceptable que le Conseil de sécurité continue de ne pas appliquer ses propres résolutions visant à mettre fin aux excès d'Israël, desquels les États-Unis ont historiquement été complices, en faisant obstruction et en exerçant de manière répétée le droit de veto pour empêcher l'action de cet organe, sapant ainsi la paix, la sécurité et la stabilité régionales.

Le monde est témoin des souffrances indicibles du peuple palestinien, malgré les demandes incessantes de cessez-le-feu immédiat et les appels à mettre fin au massacre et aux violations flagrantes des droits humains, et les punitions collectives, les bombardements aveugles, le meurtre de civils, les déplacements forcés et la destruction de maisons, d'hôpitaux et d'infrastructures civiles persistent, exacerbant la situation humanitaire précaire dans la bande de Gaza. Nous appelons de nouveau fermement à un cessez-le-feu immédiat et permanent dans les territoires palestiniens illégalement occupés. Il est urgent de mettre fin au génocide et de mettre un terme aux politiques et pratiques illégales de colonisation qui perdurent depuis plus de sept décennies.

Nous soulignons de nouveau la nécessité urgente d'un règlement global, juste et durable du conflit israélo-palestinien, fondé sur la solution des deux États, qui permette au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et de disposer d'un État indépendant et souverain à l'intérieur des frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et garantissant également le droit de retour des réfugiés.

Face à la paralysie du Conseil de sécurité, nous préconisons la convocation urgente d'une conférence de paix sous les auspices de l'Assemblée générale, visant à préserver les droits inaliénables du peuple palestinien et à mettre fin au génocide en cours. Le peuple palestinien a besoin du soutien ferme de l'Assemblée générale. Chaque moment de passivité, de deux poids, deux mesures ou de silence coûtera de nouvelles vies innocentes. La communauté internationale doit agir maintenant.

Cuba réaffirme sa solidarité indéfectible envers la cause palestinienne et réaffirme qu'il ne fera jamais partie des indifférents.

**M. Yıldız (Türkiye) (*parle en anglais*) :** Je tiens à exprimer notre gratitude au Président pour avoir organisé ce débat conformément à la résolution 76/262, sur l'initiative relative au droit de veto.

Nous sommes réunis ici en raison du veto opposé par un membre permanent du Conseil de sécurité au projet de résolution S/2024/312, concernant l'admission de l'État de Palestine à l'Organisation des Nations Unies en tant que Membre à part entière. Nous affirmons notre soutien indéfectible à la demande des Palestiniens d'admission à l'Organisation des Nations Unies en tant que Membre à part entière. Nous exhortons également la communauté internationale à aborder de toute urgence la question de Palestine, en reconnaissant les droits fondamentaux du peuple palestinien.

La Türkiye est fermement convaincue que l'exercice du droit de veto au sein du Conseil de sécurité ne doit ni entraver les aspirations légitimes du peuple palestinien ni constituer un obstacle à un cessez-le-feu immédiat. Veto après veto, l'impasse dans laquelle se trouve le Conseil constitue un sérieux revers pour les principes fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et pour le mandat du Conseil s'agissant du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La question de Palestine demeure l'un des défis les plus anciens et les plus urgents pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient. Depuis sept mois, nous sommes témoins d'une attaque sans merci contre Gaza. En l'absence d'action décisive de la part du Conseil de sécurité en raison du recours au droit de veto, près de 35 000 Palestiniens ont été tués et 1,7 million ont été déplacés à l'intérieur du pays.

Nous rejetons catégoriquement toute opération militaire contre Rafah et toute tentative de déplacer le peuple palestinien de sa patrie, comme cela se fait depuis sept décennies. Une telle opération aurait des conséquences dévastatrices pour les Palestiniens et des retombées dangereuses pour la Cisjordanie et l'ensemble de la région.

Nous demandons l'application immédiate des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, ainsi que des mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice. Le droit international est universel et s'applique à tous les États sans distinction ni discrimination. Aucun État n'est au-dessus de la loi. Les conséquences de l'abandon du droit international ne feront qu'accroître l'instabilité, les agressions, les conflits et les souffrances. Les craintes concernant le risque de débordement régional du conflit se sont déjà concrétisées. Malheureusement, les événements en Syrie, au Liban, en Iraq, au Yémen et dans la mer Rouge sont alarmants. En l'absence d'un cessez-le-feu, les atrocités commises à Gaza risquent de devenir une catastrophe mondiale dont les répercussions s'étendront bien au-delà de la région.

Israël ne se contente pas de tuer sans discernement des civils, mais empêche également l'entrée et la distribution d'une aide humanitaire en quantité suffisante à Gaza. La communauté internationale doit donc utiliser tous les moyens à sa disposition pour obliger Israël à garantir sans délai un accès humanitaire sûr, rapide et sans entrave à Gaza et à l'intérieur de celle-ci.

La Türkiye maintient son soutien indéfectible à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui intervient dans des conditions extrêmement difficiles et malgré des campagnes délibérées visant des objectifs similaires. Nous nous associons à d'autres pour saluer le rapport du groupe d'examen indépendant, qui confirme le rôle indispensable et irremplaçable joué par l'UNRWA dans la fourniture de services humanitaires au peuple palestinien en Palestine et dans les pays voisins. Le rapport invalide également les allégations israéliennes concernant la neutralité et l'impartialité de l'Office. Nous appelons tous les gouvernements à apporter de nouveau leur soutien et leur financement à l'UNRWA afin que l'Office puisse poursuivre ses services vitaux, surtout dans ces circonstances extraordinaires.

La semaine dernière, la Palestine s'est vu refuser une fois de plus sa place légitime dans la communauté des nations en raison du veto opposé par l'un des membres du Conseil de sécurité. Avec ce veto, c'est non seulement la volonté du peuple palestinien, mais aussi les votes pour son admission émis par d'autres États membres du Conseil de sécurité qui ont été une fois de plus traités par le mépris. Appeler à la réalisation de la solution des deux États tout en refusant aux Palestiniens leur droit inaliénable à un État n'est ni cohérent ni convaincant. La Türkiye a maintes fois rappelé la nécessité de surmonter cette injustice historique envers le peuple palestinien.

Enfin, je ne saurais passer sous silence les appels de plus en plus nombreux des jeunes, des étudiants et de la société civile en faveur de la paix, de la liberté et de la justice pour les Palestiniens. Il est grand temps de tenir compte de ces appels et d'assumer notre responsabilité commune à l'égard des principes consacrés par la Charte des Nations Unies et des appels internationaux. La Türkiye poursuivra ses efforts en vue de mettre fin au conflit et d'apporter une paix et une stabilité durables à la région. La solution des deux États est la seule option viable. Le peuple palestinien mérite un avenir de dignité, de liberté et de prospérité, et nous devons tous contribuer à cet objectif.

**M<sup>me</sup> Bryant** (Australie) (*parle en anglais*) : L'Australie est fière de s'être portée coauteure de la résolution 76/262, sur l'initiative relative au droit de veto. Elle considère cette initiative comme un mécanisme important pour promouvoir la transparence et la responsabilité du Conseil de sécurité. Nous remercions les États-Unis de leur explication sur leur recours au droit de veto le 18 avril (voir S/PV.9609). Nous constatons que cette question fera l'objet d'un débat de fond dans le cadre de la reprise de la dixième session extraordinaire d'urgence plus tard en mai, et l'Australie fera des observations plus détaillées en son temps. En attendant, nous renouvelons notre demande d'un cessez-le-feu humanitaire immédiat, conduisant à un cessez-le-feu durable à Gaza, et notre appel à la libération de tous les otages et au respect du droit international humanitaire.

**M<sup>me</sup> Baptista Grade Zacarias** (Portugal) (*parle en anglais*) : En tant que coauteur de la résolution 76/262, sur l'initiative relative au droit de veto, le Portugal reste profondément préoccupé par le recours au droit de veto en contexte de crise, qui ne fait qu'exacerber les souffrances des civils et retarder des efforts humanitaires cruciaux. Le consensus atteint avec l'initiative relative au droit de veto a souligné la nécessité d'une responsabilité accrue dans l'exercice du droit de veto au sein du Conseil de sécurité, renforçant ainsi la responsabilité de ce dernier envers l'Assemblée générale et la communauté internationale. Les 13 séances de l'Assemblée générale

convoquées à la suite du recours au droit de veto au sein du Conseil de sécurité, dont 10 au cours des 12 derniers mois, en témoignent.

Bien que toute modification de la Charte des Nations Unies nécessite l'accord unanime de tous les membres permanents du Conseil de sécurité, nous demandons instamment que le recours au droit de veto soit limité et exercé de manière raisonnable et dans le strict respect de la Charte.

Nous réaffirmons notre profonde inquiétude face aux pertes sans précédent de vies civiles, à la situation humanitaire catastrophique à Gaza et à l'immense souffrance des civils, en particulier des femmes et des enfants. Les récentes évolutions soulignent la nécessité urgente d'un cessez-le-feu et de la fourniture immédiate d'une aide humanitaire aux personnes qui en ont tant besoin. Nous exhortons toutes les parties à appliquer rapidement les résolutions 2712 (2023), 2720 (2023) et 2728 (2024) du Conseil de sécurité. Nous lançons un avertissement renouvelé sur les conséquences humanitaires dévastatrices qu'une opération militaire terrestre à Rafah pourrait engendrer, et nous exhortons Israël à permettre l'utilisation de tous les points de passage et d'entrée à Gaza à leur pleine capacité, afin que l'aide humanitaire puisse atteindre immédiatement tous ceux qui en ont besoin et aussi longtemps que nécessaire.

L'admission de la Palestine en tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies est une question d'une grande importance et particulièrement urgente. Elle représente une étape nécessaire pour parvenir à un règlement global et durable du conflit israélo-palestinien, fondé sur les principes du droit international et les résolutions précédentes des organes de l'ONU sur la question. Le Portugal réaffirme son engagement inébranlable en faveur d'un règlement juste et global du conflit israélo-palestinien, fondé sur la solution des deux États, garantissant la paix et la sécurité pour les deux parties et pour l'ensemble de la région.

*La séance est levée à 13 heures.*